

LIVRE BLANC

#FemmesCOP23

8 NOVEMBRE 2017



Femmes Santé Climat

Suite à la COP23, avançons ensemble.



EN PARTENARIAT AVEC



| pour chaque enfant

Ce Livre Blanc a été publié avec le soutien
de contributrices issues de



Photo haut de couverture :



©Cyrielle Hariel



Photo bas de couverture :



©UNICEF/UNI48311/Pirozzi

Rwanda, région de Gisenyi, 2007.
Des fillettes entretiennent le jardin scolaire
de l'école primaire du village de Busamana,
soutenue par l'UNICEF.



Laboratoire de l'Égalité | Partager
une culture commune de l'égalité
entre les femmes et les hommes.

PARITE
ASSURANCE
Des clés pour
l'avenir des femmes

Création graphique :
Marie-Paule Stéphan - mstudio@netc.fr

Publication : novembre 2017

ISBN : 978-2-9550378-8-1

© Livre blanc Femmes Santé Climat.
Tous droits réservés.

SOMMAIRE

Nos contributrices
et contributeurs
2

Préface
d'Isabelle Blin
Présidente de
SupplémentdElles
4

Préface
de Jean-Marie Dru
Président de
l'UNICEF France
5

Objectifs de
ce livre blanc
6

LES TÉMOINS DU LIVRE BLANC **7**

01
Sonia Bahri
8

02
Nora Barsali
9

03
Annie Battle
9

04
Sandy Beky
11

05
Marie Boucaud
12

06
Danielle Bousquet
13

07
Myra Braganti
14

08
Patrick Brothier
15

09
Annie Coutarel,
Juliette Renavand-
Petiot,
Marie-Sophie
Houis-Valletoux
16

10
Delphine Caroff
19

11
Sabah Chraïbi
20

12
Frédérique Cintrat
21

13
Béatrice Cornic
22

14
Marianne de
Battisti **22**

15
Aïcha Detsouli
23

16
Sarah Diouri
25

17
Marion Gaborit
26

18
Benoît Golitin
27

19
Claude du Granrut
28

20
Isabelle Guitton
et Alric Baral
36



21
Cyrielle Hariel
36

22
Alain Houpert
38

23
Nathalie
Hutter-Lardeau
39

24
Alban Jarry
40

25
Chantal Jouanno
40

26
Honorine Koenig
41

27
Naima Korchi
42

28
Véronique
Lacam-Denoël
43

29
Catherine Ladousse
44

30
Sarah Manta
45

31
Françoise Morvan
47

32
Yveline Nicolas
49

33
Laurence Rossignol
50

34
Michèle Sabban
50

35
Muriel de
Saint Sauveur
51

36
Florence Sandis
52

37
Patricia Savin
53

38
Vicky Sommet
54

39
Myriam Ullens
de Schooten
55

40
Catherine Vidal
56

41
Sylvianne Villaudière
57

Communiquer
davantage
58

Ils nous soutiennent
également
59

Texte préparé pour la COP22
Texte préparé pour la COP23

L'UNICEF **29**

Sondage UNICEF
30

Citations de
U-Reporters
31

Témoignage
de U-Reporters
Célia Chenin
32

Témoignage
de U-Reporters
Laura Bellois
33

Témoignage
de U-Reporters
Lee Ann Michel
34

Témoignage
de U-Reporters
Emmanuela Shinta
35

Pakistan, 2011. Le 13 septembre, une jeune fille se trouve dans le camp de fortune de sa communauté dans la ville d'Hyderabad, dans la province de Sindh. La communauté a été déplacée à cause de la montée des eaux.

© UNICEF/UNI116098/Page



Depuis 2015, nous restons mobilisées afin de sensibiliser le plus de personnes à l'impact du changement climatique dont les conséquences sont plus dramatiques pour les femmes.

Après un appel des réseaux féminins lors de la COP21, nos conférences autour de la COP22 en novembre 2016 et mars 2017, nous sommes fières de vous présenter la nouvelle édition de notre Livre Blanc !

D'autant plus fières que cette année, nous sommes accompagnées par un partenaire de choix, l'UNICEF, qui a décidé de se mobiliser avec nous et dans la durée car c'est la marque de notre engagement.

Avec l'UNICEF, nous allons toucher les nouvelles générations. Nous avons recueilli les premiers avis des jeunes U-Reporters et les solutions qu'ils attendent ou qui leur semblent pertinentes et adaptées pour préserver le monde de demain. Nous pourrions aussi agir de manière plus large, partager les expériences et meilleures pratiques des jeunes ambassadeurs de l'UNICEF qui émergent ou se développent à travers le monde.

Ainsi notre Livre Blanc sera imprimé en français mais diffusé également en anglais sur les réseaux sociaux pour atteindre de nouveaux relais.

Cette année, le Livre Blanc a été remis en mars dernier à New York, lors de la CSW par Louisa Renoux à Laurence Rossignol et lors de la conférence WomenForClimate à Anne Hidalgo.

Il a été remis à Marrakech à la Ministre de l'Environnement du Maroc, Hakima El Haite, lors de la COP22, par Muriel de Saint Sauveur et présenté à Marlène Schiappa en juillet dernier.

Alors, avant de découvrir cette nouvelle version, nous tenions à remercier tous nos témoins, notre partenaire l'UNICEF – dont Eskandar Benaïcha et Florianne Voisin (UNICEF France), Valérie Crab (UNICEF Indonésie) –, les membres de notre réseau activement engagés dans sa diffusion : Muriel, Delphine, Alric si précieux pour l'animation du site Climat-Santé.org et bien évidemment Louisa Renoux, sans qui ce Livre Blanc n'existerait pas ! •



Bangladesh, 2014.

Des élèves se rendent à l'école après de fortes inondations à Sariakandi Upazila, dans le district de Bogra au Bangladesh, le 9 septembre 2014.

© UNICEF/UNI170476/Paul

<http://www.climat-sante.org/>



Isabelle Blin, Présidente de SupplémentdElles, administratrice, membre de la Coordination du Lobby Européen des Femmes. Avocate à la cour spécialisée en droit fiscal puis responsable de programme dans un Groupe d'assurance.

@isabelle_blin



Louisa Renoux, membre du réseau SupplémentdElles, administratrice, membre de la Coordination du Lobby Européen des Femmes. experte en assurance, à l'origine de l'idée du Livre Blanc et responsable de sa réalisation.

@louisarenoux

Les enfants, premières victimes du changement climatique



La jeune Amaia, 11 ans, au bord de l'océan Arctique en juillet 2016. La fonte des glaces a bouleversé le mode de vie de son peuple, les Iñupiat, dont l'écosystème reposait grandement sur la solidité de la glace.

Photo: © UNICEF/UN055819/Sokhin

Les enfants d'aujourd'hui sont les moins responsables du changement climatique, mais eux et leurs futurs enfants en subiront pleinement les conséquences.

Parce qu'il porte atteinte à la vie des enfants, le changement climatique est l'une des préoccupations majeures de l'UNICEF. Chaque année, 66,5 millions d'enfants sont menacés par ses effets dévastateurs et nombre d'entre eux en pâtissent déjà, notamment dans les régions les plus pauvres. Ce chiffre pourrait atteindre 175 millions durant la prochaine décennie. Il y a urgence à agir pour l'avenir de nos enfants et celui de la Terre : ces prévisions doivent nous pousser à agir sans tarder sur le changement climatique.

Le réchauffement climatique aura un impact sur tous les secteurs d'intervention de l'UNICEF : santé, eau, hygiène et assainissement, éducation. Particulièrement vulnérables pendant leurs premières années du fait de leur organisme en plein développement, les enfants figurent parmi les premières victimes des sécheresses, des inondations ou des vagues de chaleur. Moins résistants que les adultes, ils sont plus fragiles face au déchaînement des éléments naturels. Or, ces épisodes météorologiques auparavant exceptionnels connaissent une fréquence et une intensité croissantes. Ils favorisent la malnutrition, les famines, les maladies transmissibles comme

le paludisme ou encore les maladies diarrhéiques qui tuent chaque jour à elles seules 800 enfants.

Pour vivre, grandir et s'épanouir, les enfants doivent avoir accès à une eau potable qui ne contienne pas de bactérie nocive ou mortelle. Ils doivent pouvoir aller à l'école sans être obligés de passer des heures à collecter de l'eau. Ils doivent pouvoir respirer sans tomber malade à cause de la pollution atmosphérique qui affecte leurs poumons et leur développement mais nuit aussi à la croissance du fœtus chez les femmes enceintes.

Le changement climatique rend plus critique encore la situation des enfants les plus défavorisés et exclus. Un enfant pauvre ou sans accès à l'eau potable sera encore plus fragilisé par une inondation ou un cyclone. Enrayer les conséquences du changement climatique, c'est donner à tous les enfants les mêmes chances de s'accomplir.

La communauté internationale doit remédier à cette situation en favorisant les énergies durables et propres et en contribuant à réduire les émissions de gaz à effet de serre en vue de limiter la hausse des températures. La voix des enfants et des jeunes doit également être entendue dans les discussions. Aucune décision ne pourra être prise et aucune solution ne saura être trouvée lors de la COP23 si les droits des enfants ne sont pas pris en compte. Il est essentiel d'investir dans la lutte contre le changement climatique dès maintenant et ne pas faire payer le prix de l'inaction à nos enfants. •



Jean-Marie Dru, Président de l'UNICEF France

@jeanmariedru

Quels sont les liens entre les femmes, la santé et le climat?

Les conditions météorologiques et climatiques ont une influence considérable sur notre environnement de vie et notre santé. Le changement climatique aggravera les risques sanitaires existants. On connaît les conséquences des événements extrêmes (vagues de chaleur, inondations...) pour les sociétés et celles de la dégradation générale de l'environnement, qui favorisent la pollution de l'air et des eaux, l'insécurité alimentaire ou encore la survenue de maladies vectorielles. Il existe de nombreuses inégalités face au changement climatique, qui appellent une action ciblée auprès des populations vulnérables.

Les femmes sont en première ligne face aux conséquences du changement climatique. Elles représentent 70 % des personnes vivant avec moins de 1\$ par jour. Elles assurent plus de 80 % de la production agricole dans les pays en voie de développement, passent 3 fois plus de temps à collecter l'eau mais elles ne possèdent que 2 % des terres et ne touchent que 10 % des revenus. Elles ont 14 fois plus de chance que les hommes de périr en cas de catastrophe naturelle. Leur rôle est central au sein de la famille en matière d'éducation et de prévention. Aidons-les et mettons en lumière leurs formidables actions qui gagneraient à être connues du plus grand nombre.

Bonne lecture...

NOS CONTRIBUTRICES ET CONTRIBUTEURS

Nous remercions particulièrement les participants de ce livre blanc pour le temps consacré à ces nombreuses lignes :

Alric Baral, Sonia Bahri, Nora Barsali, Annie Battle, Sandy Bely, Marie Boucaud, Danielle Bousquet, Myra Braganti, Patrick Brothier, Annie Coutarel, Delphine Caroff, Sabah Chraïbi, Frédérique Cintrat, Béatrice Cornic, Marianne de Battisti, Aïcha Detsouli, Sarah Diouri, Marion Gaborit, Benoît Golitin, Claude du Granrut, Isabelle Guitton, Cyrielle Hariel, Alain Houpert, Marie-Sophie Houis-Valletoux, Nathalie Hutter-Lardeau, Alban Jarry, Chantal Jouanno, Honorine Koenig, Naima Korchi, Véronique Lacam-Denoël, Catherine Ladousse, Sarah Manta, Françoise Morvan, Yveline Nicolas, Juliette Renavand-Petiot, Laurence Rossignol, Michèle Sabban, Muriel de Saint Sauveur, Florence Sandis, Patricia Savin, Vicky Sommet, Myriam Ullens de Schooten, Catherine Vidal, Sylvianne Villaudière.

Un remerciement particulier à Cyrielle Hariel pour l'usage de sa photographie, la main gauche formant le cœur est celle du photographe John Isaac, grand photographe des Nations Unies.



OBJECTIFS DE CE LIVRE BLANC

Alerter sur la problématique du changement climatique et de son impact sur les femmes et leur santé, proposer des solutions, les partager et les mettre en place...

Ce livre blanc est destiné :

- Au grand public,
- Aux médias,
- Experts et professionnels de la santé, et du développement durable,
- Politiques (hommes, femmes, partis, mouvements),
- Entreprises privées.

AVERTISSEMENT

Ce livre blanc représente les points de vue des différents participants à la date de publication. Ces personnalités ne peuvent garantir la pérennité des informations présentées après la date de publication.

Tous les noms de produits, de marques ou de sociétés cités dans ce livre blanc sont des marques de leurs propriétaires respectifs.



Les présidentes de réseaux féminins et fédération de réseaux : FinanciElles, InterElles, PWN, IBM-Elles, Femme et Société Sciences Po, DEFHISS, Femmes Business Angels, Femmes, Débat et Société, Femmes et Développement Durable et SupplémentdElles, et Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des droits des femmes.

A photograph of two hands, one darker-skinned and one lighter-skinned, positioned to form a heart shape. The hands are set against a solid red background. The text is centered within the heart shape.

LES TÉMOINS
DU LIVRE BLANC

01

Sonia Bahri

L'excellence des femmes pour trouver des solutions aux défis de la santé, de la sécurité alimentaire, de la biodiversité et du changement climatique

Les femmes jouent un rôle clé dans la transmission des savoirs et le développement des sociétés. Renforcer leurs capacités et leur donner les moyens d'agir permet d'accélérer l'accès à l'éducation des enfants et des adultes, à la santé, au développement, à la démocratie.

Au cours de mes différentes fonctions à l'UNESCO, d'abord en tant que responsable du programme d'éducation à la Santé et au VIH/SIDA puis comme Chef de la section de la coopération internationale dans l'enseignement supérieur et des politiques scientifiques, l'égalité entre les genres, qui est une priorité de l'Organisation, a toujours occupé une place centrale dans l'appui aux politiques nationales d'éducation, de recherche et d'innovation scientifique pour le développement durable. La création de réseaux de femmes dans ces différents domaines est aussi vitale pour renforcer leurs solidarités et créer des espaces d'échange et de partage au niveau associatif ou universitaire. J'ai eu le privilège et le plaisir d'initier ou de soutenir des réseaux inter-académiques comme par exemple entre le Maroc, le Togo, la Côte d'Ivoire et le Brésil sur la gestion raisonnée de l'eau par les femmes. Ces réseaux font partie des nombreuses Chaires UNESCO sur la problématique du genre, désireuses de partager leurs modules de formation et les résultats de leurs recherches.

Le Programme L'Oréal-UNESCO pour les Femmes et la Science que j'ai conduit au cours des cinq dernières années, met en lumière l'excellence et encourage des femmes scientifiques de tous les continents à continuer à faire progresser la connaissance pour trouver des solutions aux grands défis comme celui de la santé, de la sécurité alimentaire, de la biodiversité et du changement climatique. Seulement 28 % des chercheurs dans le monde sont des femmes. Nous nous privons ainsi d'une bonne partie des talents de l'humanité!

Auprès de la Commission Nationale Française pour l'UNESCO et de son programme de bourses UNESCO-L'Oréal, je contribue à promouvoir la place des jeunes femmes scientifiques de talent et à les encourager à poursuivre leurs recherches au niveau doctoral et postdoctoral. Les travaux de bon nombre d'entre elles sont porteurs d'espoir pour la lutte contre le changement climatique et leurs effets.

Je reste convaincue que les bourses et les prix pour les femmes, notamment à travers l'émulation qu'ils suscitent et les rôles modèles qu'ils créent, sont des instruments de politique efficaces dans la lutte contre le changement climatique. Je me réjouis de la décision de la Ministre de l'Environnement et Présidente de la COP 21, Ségolène Royal, de créer un Prix *Femmes et Climat en Afrique*. •



Sonia Bahri a dirigé jusqu'en 2015 la Section des politiques scientifiques pour le développement durable et le Prix L'Oréal-UNESCO For Women In Science dont elle a été la Secrétaire Exécutive. Elle est actuellement conseillère du Président de la Commission nationale française pour l'UNESCO, pour les Sciences et le Développement Durable et membre du comité Scientifique du Programme Peace Studies (Lamsade-Université de Paris Dauphine).

02

Nora Barsali

@NoraBarsali

Nous avons une chance formidable, saisissons-la!

Face à l'urgence climatique, nous avons une chance formidable, celle de pouvoir collectivement et individuellement encore agir pour protéger l'environnement et les générations futures. Saisissons-la.

Ne passons pas à côté de la COP22, une opportunité unique et irréversible pour le cours de l'humanité, à commencer par les femmes et les enfants qui sont les premières victimes du changement climatique. C'est une question d'avenir pour la vie sur terre, qu'elle soit humaine, animale ou végétale, c'est une question de justice mondiale vis-à-vis des populations des pays en voie de développement qui subissent les conséquences désastreuses du bouleversement environnemental dont nous sommes responsables pour l'essentiel, c'est une question de responsabilité collective vis-à-vis des générations en devenir.

Nul ne peut aujourd'hui ignorer les faits : le dérèglement climatique a un impact d'abord sur la santé des femmes et des enfants qui naissent confrontés à des problèmes endocriniens, des malformations de toutes sortes. La pollution influe sur les déterminants sociaux de la santé des populations affectant les conditions de vie quotidienne, l'eau potable, l'air pur,

l'agriculture, la nourriture, le logement et tous les paramètres de sécurité, santé, bien-être, éducation qui en découlent.

Si rien n'est fait, on estime qu'à partir de 2030, c'est-à-dire demain, le changement climatique entraînera des dépenses de santé astronomiques, provoquera 250 000 décès supplémentaires par an, pour la plupart dans les pays en développement qui sont le moins préparés.

Les femmes sont aujourd'hui exposées quotidiennement à petite dose à tous ces risques, environnementaux, sociaux, sanitaires qui ont déjà un impact à court terme, car toxiques pour leur grossesse, et qui se prolongeront sur le moyen et long terme à travers leurs enfants.

Les femmes doivent donc prendre la mesure du changement climatique sur leur santé et agir en conséquence en se mobilisant à travers des associations, des démarches collectives, des réseaux sociaux. Avec la COP22 les femmes qui ont des responsabilités ont cette chance de se faire entendre, de se mobiliser, de changer le cours de l'humanité. Et c'est aux femmes que les générations futures devront leur avenir. Saisissons cette chance de nous inscrire dans l'histoire avec responsabilité. •



Nora Barsali est Présidente de News RSE et du Club des Entreprises Responsables. Fondatrice des Trophées Défis RSE, Fondatrice du Collectif des Ambassadrices et Ambassadeurs de l'égalité.

03

Annie Battle

Égalité des sexes et développement humain

Au fondement de toutes les actions en faveur d'un développement durable, il y a la prise de conscience progressive que si les humains continuent à détruire systématiquement leur environnement, ils se détruiront eux-mêmes à terme. Comme le dit avec son humour noir le philosophe et écologiste engagé Yves Paccalet « *l'Humanité disparaîtra, bon débarras* ».

L'objectif du développement durable, c'est de poursuivre l'aventure humaine dans des conditions que nous estimons souhaitables pour nos enfants. Le respect des équilibres naturels, la gestion raisonnable des ressources de la planète, la lutte contre le réchauffement climatique et ses effets calamiteux, objet de la COP21, sont essentiels. Mais fondamentalement, le développement durable →

03 Annie Battle (suite)

→ exige une réforme de la pensée, une extension de ce qui distingue l'humain du monde animé et inanimé : son niveau de conscience, son intelligence, la gestion éclairée de ses rapports avec la nature dont il est issu (nature veut dire naissance), de ses relations avec le vivant et avec l'ensemble des humains.

Le développement durable de l'humanité repose sur le développement de notre humanité individuelle et collective. Et parce que l'humain est toujours inachevé, il est perfectible.

Et il existe un formidable levier de développement, le décuplement des potentialités humaines : l'égalité entre les femmes et les hommes.

Comment notre part d'humain, pourrait-elle s'accroître, sans la multiplication des intelligences, dont la moitié est actuellement sous-exploitée ; sans la mixité, le métissage des idées et des expériences masculines et féminines ? Comment réaliser avec une vision borgne que nous sommes faits de masculin et de féminin, qu'il n'y a de bien vivre possible que dans la solidarité des humains entre eux et avec leur environnement ? Comment promouvoir « *la solidarité, seul remède à la complexité* » comme nous le répète Edgar Morin, si nous ne sommes pas au départ solidaires et égaux entre sexes. Et dès lors comment résoudre les défis complexes contemporains, politiques, écologiques, économiques, sociaux ?

Au Laboratoire de l'égalité, nous tentons de contribuer à l'intelligence individuelle et collective en développant une culture de l'égalité entre les sexes qui est non seulement juste et équitable mais profitable à tous. Nous concentrons nos actions sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, car l'autonomie économique est la condition de l'émancipation des femmes, du déploiement et de la validation de leurs compétences et de leurs talents.

Nous observons que malgré les différences d'échelle notre expérience est applicable aux pays moins favorisés que les nôtres. Ainsi l'accès à un travail ne suffit pas dans le monde entier à assurer l'égalité, les femmes ont beau être de plus en plus présentes sur le marché du travail, elles représentent la majorité des travailleurs pauvres (en France 70 %). Nous nous mobilisons donc sur les conditions nécessaires à une véritable égalité professionnelle : ÉDUCATION, formation,

orientation, partage des tâches, mixité des métiers, égalité de traitement (notamment en matière de santé), de statuts, des salaires, éviction du sexisme au travail, déminage des stéréotypes archaïques ⁽¹⁾ pour aider les femmes à conquérir l'égalité et à prouver qu'une culture de l'égalité est porteuse de solutions universelles.

« *Ne dites jamais que c'est naturel afin que rien ne passe pour immuable* » Bertold Brecht.

Qu'il s'agisse des pays occidentaux ou des pays pauvres, nous pouvons constater que le sexisme de genre a les mêmes racines, le POUVOIR aux mains des hommes, et la séparation arbitraire des rôles entre les sexes, (on sait qui occupe les plus valorisants). Les conséquences sont aussi universelles, à des échelles différentes évidemment : grande vulnérabilité aux accidents de la vie et de la nature, précarité, pauvreté, pathologies, insécurité des femmes et des enfants, sexisme généralisé... Un atout quand même, dans ce cortège de handicaps, les responsabilités millénaires des femmes dans le domaine de la famille, de l'éducation, de l'alimentation, de la santé, leur rôle, en agriculture, en font des actrices majeures en matière de gestion des ressources et des partenaires éclairées pour les décisions qui engagent l'avenir de la planète et de l'espèce humaine, si elles ont accès aux instances de décision.

Les travaux des organisations internationales publiques et privées montrent que le degré de démocratie des pays est lié à celui de l'égalité des femmes et des hommes, que le niveau du PIB est corrélé avec l'éducation et la professionnalisation des femmes. Que parmi les sources de dégradation de la planète, la démographie et le creusement des inégalités économiques sont primordiales, ce qui devrait justifier la libre contraception et l'égalité économique.

La remise en question des rapports inégaux entre les femmes et les hommes qui structurent les sociétés depuis le fond des âges, sont une condition du « bien vivre » pour toutes et tous, du bon usage des ressources matérielles et immatérielles de la planète, d'un nouvel humanisme digne de ce nom. Ces rapports sont anciens certes, mais pas naturels contrairement à ladite sagesse populaire. Ils sont donc modifiables. Il faut les modifier. Nous y travaillons. •

1. Ces différents aspects sont traités dans les ouvrages de la collection *Égale à égale*. 14 titres à ce jour.



Annie Battle est membre du Laboratoire de l'Égalité. Codirectrice de la collection Égale à Égale gérée en partenariat avec les Éditions Belin.

04

Sandy Beky

@SandyBeky

Grandir à Madagascar

A Madagascar, le pays où j'ai grandi, la trajectoire des cyclones a été modifiée par les effets du changement climatique et leur nombre a quasiment triplé en trente ans. L'élévation du niveau de la mer, la perturbation des saisons et des précipitations menacent la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau et les systèmes de santé publique.

Une situation qui place le pays en 5^e position dans la liste des pays les plus vulnérables au changement climatique (classement Maplesoft 2012). Une situation que connaissent nombre de pays pauvres dans le monde. Et au cœur de ces désastres naturels, des millions de femmes qui représentent 70 % du 1,3 milliard de personnes en situation d'extrême pauvreté. Elles portent, avec leurs enfants, le plus lourd fardeau des répercussions économiques, sanitaires et sociales du changement climatique.

Cette grande vulnérabilité à laquelle font face les femmes ne peut que m'interpeller parce que je suis moi-même une femme engagée depuis de nombreuses années dans ce combat que bien d'entre nous, dans nos pays respectifs, menons pour une plus grande égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de la société. Cet engagement, je le mène depuis plus de dix ans à travers le réseau Professional Women's Network Paris dont j'ai été Présidente de 2013 à 2015 et plusieurs programmes que j'ai initiés et portés (*mentoring, reverse mentoring, executive shadowing*) pour accompagner le développement de carrière des femmes. Ces dernières années, j'ai fait une passerelle entre la nécessité de construire une société plus inclusive et plus mixte avec l'urgence de trouver les moyens de faire face aux enjeux environnementaux qui sont un défi humanitaire sans précédent.

Je me suis spécialisée en économie circulaire, un modèle économique qui invite à repenser durablement les modes de production et consommation afin d'inscrire nos décisions, comportements et actions dans une logique de protection et régénération de l'environnement.

Sur cette passerelle, j'ai fait, en 2014, la connaissance de Caroline Dulac qui vendait de la maroquinerie, des sacs en tissus, et des articles de papeterie sur un marché. Intriguée par les différentes matières dans lesquelles sont faits les articles exposés, j'écoute Caroline me parler de Pottias, son entreprise écoresponsable et solidaire. Pottias récupère des bâches publicitaires, mais aussi des kilomètres de ceinture de sécurité et des kilos de chambre à air en provenance de casses de voitures et de l'industrie automobile pour fabriquer ses articles de maroquinerie. Les sacs en tissus sont exclusivement fabriqués avec des chutes de l'industrie textile et côté papeterie elle m'apprend que pas un seul arbre n'est coupé ! Le papier de ses carnets est fait avec de la bouse d'éléphants de Jaipur en Inde. Et le processus de nettoyage de la bouse d'éléphants se fait sans aucune addition de détergent ou de substance chimique. L'eau du nettoyage étant même réutilisée comme engrais dans les champs avoisinants. Un véritable cercle vertueux pour la passionnée d'économie circulaire que je suis ! Mais ce qu'il y a de plus beau et plus fort dans ce projet entrepreneurial, c'est la collaboration avec des entreprises sociales indiennes dont le but est de favoriser la participation économique des femmes dans la société indienne, leur donner un emploi, un moyen de subsistance et permettre à leurs enfants de recevoir une éducation.

Caroline Dulac et ses partenaires sociaux en Inde sont un très bel exemple qui concilie une réponse économique, environnementale et sociale aux enjeux les plus critiques de notre planète en plaçant des femmes au cœur du dispositif.

Si les femmes sont les premières victimes du changement climatique, elles ont aussi un rôle fondamental à jouer dans l'adoption de modes de consommation, de gestion des ressources naturelles et de production durables et garants d'un meilleur environnement pour tous. •



Sandy Beky est Présidente de KyoSei Leadership et dirigeante associée de IMV Management Partners, entreprises de conseil en stratégie leadership et économie circulaire.

05

Marie Boucaud

Femmes Santé et Climat

Le changement climatique n'épargne personne sur son sillage... mais les impacts sont différenciés. Les populations les plus pauvres sont terrassées plus durablement par ces effets. Parmi le 1,2 milliard de personnes qui ont un revenu inférieur à un dollar par jour, 70 % sont des femmes¹. Productrices des productions des pays du sud de 60 à 80 %², les femmes sont les premières à devoir faire face aux phénomènes de sécheresse, désertification et inondations³. La planète se meurt, mais elle pourra renaître en accueillant d'autres vies. Quid des femmes qui y sont et meurent 14 fois plus que les hommes? Elles s'éteindront. Et avec elles, eux, un à un. Demain.

À moins que chacune et chacun ne se saisisse de ce demain en devenir qu'est aujourd'hui, et décide d'agir. À échelle micro ou macro: toute action compte, et chaque grand projet a commencé par un petit pas. Wangari Maathai a commencé par planter un arbre, avant d'être lauréate du Prix Nobel de la Paix. Bien avant que son ONG Friendship n'atteigne les 800 employé.e.s et aide dix millions des personnes les plus touchées par le changement climatique, Runa Khan a voulu qu'une femme n'ait plus à choisir entre se guérir d'une cécité et nourrir ses enfants⁴.

Que serait devenue Runa Khan, cependant, sans moyens économiques? C'est un prêt qui a ouvert la porte à son devenir: des ressources économiques éclosent tous les chemins des possibles.

C'est justement parce que l'*empowerment* économique des femmes est si fondamental à leur autonomie, leur pouvoir d'action, leurs réalisations, qu'il est au cœur de l'engagement et du plaidoyer de Business Professional Women (BPW). À travers l'organisation de l'Equal Pay Day (EPD) chaque année, et les actions de sensibilisation concernant la faible présence des filles et des femmes dans les STEM (Sciences, Technologie, Engineering, Mathematics), BPW vise à enrayer les inégalités salariales, contrer la féminisation des métiers et promouvoir un égal accès des femmes aux métiers – en trois mots, atteindre l'égalité professionnelle.

À l'échelle mondiale, les deux tiers du temps de travail sont couverts par des femmes. Pour autant, seulement 10 % du

revenu total leur revient. En possession de moins de 8 % des terres, elles reçoivent moins de 5 % des prêts bancaires⁵. Si elles avaient un égal accès aux ressources productives, elles augmenteraient la production agricole de 20 % à 30 %, permettant par là même de nourrir 150 millions de personnes en plus⁶. Plus généralement, si les salaires et l'accès au travail des femmes étaient égaux à celui des hommes, les femmes gagneraient 9 milliards de dollars au total, ce qui ensuite contribuerait à la réduction de la pauvreté, et à un développement plus durable⁷.

Il est temps que les femmes, pionnières de l'environnement, à travers la création de l'Agenda 21, adopté en 1992 au Sommet de la Terre de Rio, retrouvent leur place de premier plan⁸. Il est temps que de premières victimes, elles deviennent premières actrices des négociations climatiques sur le plan international. Que leur expertise en termes de connaissances de l'environnement et de gestion des ressources naturelles soit enfin mise au service de ces négociations produirait un double objectif: les rendre forces de proposition en termes de stratégies d'adaptation au changement climatique⁹.

Ce sera ensemble, femmes et hommes, que nous pourrions atteindre cet objectif. En m'impliquant au sein de BPW, j'ai apporté quelques débuts de pierres à l'édifice. Et vous, quel projet allez-vous porter? •

1. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/174000029.pdf>
2. <http://www.genreenaction.net/Femmes-de-mais-productrices-mais-victimes-de-la.html>
3. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/174000029.pdf>
4. <http://www.lejdd.fr/International/Runa-Khan-une-aristocrate-au-service-des-plus-pauvres-763645>
5. <http://www.adequations.org/spip.php?article363>
6. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/174000029.pdf>
7. <https://www.bpw-international.org/blog/categories/listings/leading-equality>
8. Dossier *Femmes Environnement*, par Egalite, Adéquations et Genre en action
9. <http://www.onufemmes.fr/cop-21-les-enjeux-de-l-integration-des-femmes-dans-la-lutte-contre-le-rechauffement-climatique/>



Marie Boucaud est Chargée de Mission dynamique et engagée dans l'égalité des genres, la défense des droits des femmes et de leur autonomisation (Comité ONU Femmes France, Unesco...).

06

Danielle Bousquet

Les femmes actrices de la lutte contre le dérèglement climatique

Dans notre plaidoyer « *Les femmes actrices de la lutte contre le dérèglement climatique* », nous avons souligné la nécessité d'intégrer l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes dans l'Accord de Paris, d'associer à parts égales les femmes dans les processus de décision internationaux (COP) et nationaux (Contributions NDC et Plans d'adaptation de chaque État), et de leur assurer un égal accès aux financements et aux nouvelles technologies.

Le dérèglement climatique a des conséquences encore plus graves pour les femmes que pour les hommes dans les pays en développement. Rappelons que la majorité des pauvres sont des femmes, elles représentent 70 % du 1,2 milliard de personnes vivant avec moins d'un dollar/jour dans le monde. Au quotidien, le dérèglement climatique affecte plus sévèrement les femmes pauvres que les hommes : la raréfaction des ressources naturelles allonge les trajets – il leur faut aller chercher l'eau et le bois toujours plus loin –, augmente leur temps de travail et précarise leurs conditions de vie. Et, lorsque survient une catastrophe climatique, elles sont plus vulnérables, car elles ont davantage de contraintes (seules avec les enfants, analphabétisme...) : 80 % des victimes du cyclone Sidr au Bangladesh (2007) étaient des femmes et des filles. Dans les zones sinistrées ou frappées par les changements climatiques, les soins de santé et l'accès à la contraception sont souvent réduits à néant, entravant davantage la capacité des femmes à espacer les naissances, condition clé de leur autonomisation.

Reconnaître les femmes comme actrices de la lutte contre le dérèglement climatique. En dépit de ces obstacles et des discriminations qu'elles subissent, les femmes luttent pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux impacts du dérèglement climatique : elles innovent sur tous les continents en recourant à l'agriculture de conservation (qui réduit les besoins en eau et engrais et fixe le carbone) ; en aménageant des réservoirs adaptés d'irrigation et d'eau potable ; en créant des chaînes complètes de recyclage des déchets, en mutualisant leurs savoirs et leurs modestes

financements... Et pourtant, leurs actions, souvent menées à l'échelle locale, sont peu valorisées et trop rarement financées. Actrices méconnues de cette lutte, les femmes sont peu associées aux décisions à l'échelon national comme dans les négociations internationales. Les femmes seront d'autant plus efficaces qu'elles pourront être autonomes et exercer pleinement leurs droits.

La mobilisation des femmes et des associations féministes en amont de la COP 21 au Bourget a permis d'obtenir que figure dans le préambule de l'Accord de Paris la mention explicite du respect par les États de leurs engagements en matière de Droits humains [...], d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes. Par ailleurs, la nécessité de prendre en compte le genre figure également sous les articles relatifs à l'adaptation et au renforcement des capacités. Le *Programme de travail relatif au genre* adopté à Lima a été reconduit et étoffé lors de la COP 22 à Marrakech pour deux ans, il faut lui accorder l'expertise et les financements nécessaires pour qu'il contribue à réduire les inégalités entre les sexes, valorise la contribution des femmes à la lutte contre les dérèglements climatiques et leur permette à la fois d'y participer et d'en bénéficier pleinement, à tous les niveaux, pour conforter leur autonomisation. •

Affiche du Ministère de la Santé de la République de Guinée. ©Yves Charbit



Danielle Bousquet est militante féministe et politique française, ancienne députée, actuellement présidente du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes.

07

Myra Braganti

@MyraBraganti

Le digital au service de la COP 21

Soutenir la COP21, c'est envisager le futur avec conviction et s'appuyer sur l'intelligence collective pour sensibiliser les esprits et activer des solutions durables. De quels leviers disposons-nous pour agir ? De vous et du digital *of course* !

Le digital et les femmes sont les bras armés pour faire bouger les lignes ! Alors que Paris est en passe de rivaliser Londres avec l'ouverture en avril de la station F, profitons de ce super-écosystème bouillonnant pour sensibiliser chacune de ces start-up afin d'apporter une contribution active à ce grand projet.

Passons de l'idée à la mise en œuvre. Nos réseaux de femmes et mixtes sont autant de leviers à activer. Comment ? Appuyons-nous sur le networking, activons ce puissant booster !

Précédemment Vice-Présidente du réseau Oudinot, membre active du réseau EPWN avec le Prix *Entrepreneur responsable*, j'ai eu le privilège d'interviewer Navi Radjou, co-auteur du livre *L'innovation Juggaad/Innovation frugale*, comment devenir ingénieux, créer des systèmes D, faire plus avec moins dans un environnement toujours plus complexe et contraignant.

Renault-Nissan, L'Oréal, Air Liquide... ont adopté cette démarche d'innovation disruptive et développé des solutions ingénieuses et respectueuses de notre environnement.

Mobilisons ce réseau et celui des start-up pour faire bouger les lignes. Qu'en pensez-vous ?

Avec cet esprit agile, les entrepreneurs changent les contraintes en opportunités. Appuyons-nous sur ce magnifique réseau pour sensibiliser les décideurs, les collaborateurs pour mieux les impliquer. Hackons le système !

J'ai été auparavant *Chief Business Officer* de la start-up Never Eat Alone, une application mobile qui permet aux collaborateurs de grandes entreprises de déjeuner avec leurs collègues. Un véritable booster de décroisement et de convivialité. Et cela pourrait être également une belle occasion de sensibiliser les collaborateurs de grands groupes sur les enjeux de la COP21, voire de faire émerger des solutions nouvelles en mode disruptif pour accompagner l'agenda actuel. Bottom up en action !

Prenons l'exemple des *smart cities* porté par Gérard Mesrallet et poursuivi par Isabelle Kocher du Groupe Engie. L'idée est de concevoir le développement futur de la ville, et gérer de manière intégrée les flux d'énergie, d'eau, de déchets ainsi que la mobilité.

Les *smart cities* sont de véritables projets d'innovation urbaine et sociale dans le prolongement des solutions technologiques portées par les énergies renouvelables. Les *smart cities* de demain seront plus amicales, vertes et humaines. Elles s'appuieront sur une meilleure optimisation des ressources qui sont limitées et prendront en compte les besoins de chacun. C'est une invitation à l'économie du partage.

La digitalisation est un pilier des *smart cities*, elle ne remplacera pas l'humain mais le renforcera. En 2030, 60 % de la population mondiale vivra en ville. En 2025, 37 villes dépasseront les 10 millions d'habitants. La gestion des mégapoles est un enjeu crucial pour préserver nos ressources et améliorer notre mieux vieillir ensemble. Créer des partenariats innovants pour améliorer la qualité de vie des habitants. Sensibiliser les collaborateurs à ces enjeux sociaux et sociétaux permettra de créer des modèles de fonctionnements participatifs, plus inclusifs.

La réduction des consommations d'énergie et/ou des pollutions, la réduction des impacts environnementaux tout au long du cycle de vie des produits sont au cœur de nos enjeux de demain. Nos *digital native* sont prêts à bousculer leurs pratiques habituelles, et vous ?

En vue de la COP 22, activons nos réseaux de femmes et d'hommes qui s'inscrivent dans une démarche citoyenne en intégrant la dimension économique, environnementale et sociale. •



Myra Braganti a été associée de Marie Schneegans, créatrice de la start-up "Nevereatalone" une forte expérience en "Change management" et en "Digital transformation". Elle est également ancienne responsable d'EPWN.

08

Patrick Brothier

@PatrickBrothier

Le rebond au féminin, un moteur de progrès planétaire

Le monde a changé. La planète aussi. Les promesses affluent quant à une capacité d'incarnation individuelle et collégiale dans de nouveaux formats entrepreneuriaux, quels que soient le genre et le potentiel contributif des individus.

Cette opportunité née du croisement de l'essor économique produit par l'irruption numérique et de nombreuses ruptures technologiques et scientifiques est, hélas, contrebalancée par des menaces planétaires inédites dans leur essence et leur format.

D'un côté, la menace djihadiste qui atteint, mue par un mépris absolu de la vie, ce qui pouvait apparaître jusqu'ici comme le ressort élémentaire de l'humanité.

La flambée des égoïsmes aussi, assortie à l'essor des populismes en de multiples points de la planète, faute de trajectoires convaincantes permettant de tangibiliser la valeur à naître pour la population, dans les pays dont la maturité économique était avancée et dans ceux où elle reste émergente.

Enfin, le péril climatique effrayant par sa densité et ses impacts polymorphes qui viennent cristalliser les inégalités les plus flagrantes.

L'inégalité des genres est l'une des plus criantes et l'idée de souligner le risque majeur couru par les femmes – et leurs enfants – est légitime au regard de son acuité.

La position décisive des femmes dans la structure familiale, contrepoint le plus souvent d'un confinement sociétal insupportable, doit finalement nourrir la motivation à s'appuyer aussi, et d'abord, sur la capacité contributive que cela génère par induction.

Le risque de double peine pour les femmes – premières discriminées et premières victimes – doit être commué en rebond stimulant, leur offrant une occasion – avec l'appui d'une communauté politique, économique, associative, la plus large et substantielle possible – de constituer une force de proposition régionale et planétaire à l'aune du défi climatique qui nous attend.

La COP 22 met en lumière dans une urgence absolue cet enjeu. Comment rester inertes et dans la seule position de témoins? •



Tchad, 2010. Une fille porte son bébé dans un nuage de poussière dans le village de Sidi, dans la région du Kanem.

© UNICEF/UNI87634/Gangale



Patrick Brothier est vice-président de la Mutualité Française, président d'Adrea mutuelle, vice-président du groupe Aesio, président du conseil d'administration de MutRé, la structure de réassurance de la FNMF

09

Annie Coutarel, Juliette Renavand-Petiot, Marie-Sophie Houis-Valletoux

Autonomisation et planification familiale: Le cas français de la contraception d'urgence appliqué aux étudiantes

Informer sur les risques de grossesses non désirées et sur la contraception d'urgence, une mission de santé publique, relayée par une mutuelle étudiante dans le cadre d'un partenariat à valeur ajoutée avec un laboratoire pharmaceutique.

Le contexte de la contraception d'urgence en France

→ Les grossesses non désirées: un problème de santé publique

En France, un tiers des grossesses ne sont pas désirées, deux tiers de ces grossesses non-désirées vont entraîner une IVG. En 2015, 218 100 IVG ont été réalisées. Le taux global d'IVG est stable depuis 2006, mais il évolue ces dernières années selon les âges avec une baisse pour les moins de 20 ans et une hausse pour les 20-24 ans. Pour 1 000 femmes en âge de procréer, le taux moyen d'IVG est de 14,4, alors qu'entre 20 et 24 ans, ce taux est de 27.

Chaque année, ce sont environ 2,5 millions de Françaises qui s'exposent à un risque de grossesse sans le souhaiter!

En France, 31 % des femmes fertiles, déclarent avoir eu au moins un rapport sexuel non protégé au cours des douze derniers mois. Cette proportion est de 46 % chez les 16-24 ans.

Dans le cas de l'absence totale de contraception, notons une méconnaissance assez générale de la réalité des périodes de fertilité, considérant que la période à risque n'est qu'au milieu du cycle car l'ovulation a toujours lieu le 14^e jour. En réalité, seules 12 % des ovulations se produisent effectivement le 14^e jour. Aussi, en tenant compte de la durée de vie des spermatozoïdes qui est de cinq jours et de la variabilité de la date de l'ovulation, un rapport non protégé est un rapport à risque de grossesse quelle que soit la période du cycle.

Par ailleurs, 97 % des femmes en âge de procréer et ne désirant pas être enceintes utilisent une méthode de contraception (médicale ou non), pourtant les échecs contraceptifs sont fréquents; l'étude *Fecond* de 2010 parle du paradoxe contraceptif français.

→ La contraception d'urgence: une sous-utilisation en cas de comportement à risques

Après un rapport sexuel non ou mal protégé (accident de préservatif, absence ou oubli de contraception), 28 % des

femmes sondées disent n'avoir jamais pris une contraception d'urgence et 26 % déclarent l'avoir déjà prise mais pas systématiquement.

Ce recours non systématique à la contraception d'urgence après un rapport non ou mal protégé s'explique principalement par:

- Le fait que 51 % des femmes ne se sentaient pas en situation de risque car persuadées d'être bien protégées (quelles que soient les circonstances);
- 35 % n'ont pas pensé à la contraception d'urgence;
- Et également, mais dans une moindre mesure, des freins psychologiques: crainte (à tort) d'un possible effet abortif de la contraception d'urgence, d'un risque potentiel de stérilité, d'un impact négatif sur la santé...

La connaissance de la contraception d'urgence et des situations à risque de grossesse non désirée est donc essentielle pour optimiser le recours à la contraception d'urgence et limiter le nombre de grossesses non désirées.

→ Les progrès induits par les politiques publiques en faveur d'une meilleure information et prise en charge de la contraception d'urgence

La contraception d'urgence orale permet d'éviter une grossesse non désirée après un rapport sexuel non ou mal protégé. Elle agit en bloquant ou décalant l'ovulation de manière à éviter la rencontre entre l'ovule et les spermatozoïdes pendant au moins cinq jours (durée de vie des spermatozoïdes), empêchant ainsi une possible fécondation.

Les pouvoirs publics ont défini en matière de recours à la contraception d'urgence un cadre facilitant l'accès à cette contraception et ont instauré sa gratuité pour les mineures. Ainsi, on peut se procurer la contraception d'urgence directement auprès du pharmacien. Il n'est pas nécessaire de passer au préalable par un rendez-vous avec un professionnel de santé (médecin, sage-femme ou gynécologue) puisque le statut de ce médicament permet une délivrance gratuite et anonyme aux mineures, un remboursement si prescription sur ordonnance et une délivrance en non remboursé en l'absence d'ordonnance. Filles et garçons peuvent se la procurer en pharmacie. →

09 Annie Coutarel, Juliette Renavand-Petiot, Marie-Sophie Houis-Valletoux (suite)→ **Le positionnement d'une mutuelle d'étudiants en relais des politiques publiques**→ **Le constat d'un recours à la pilule contraceptive en baisse dans la population étudiante**

Depuis sa légalisation en France en 1967, puis par sa large démocratisation et diffusion dans les décennies suivantes, l'utilisation de la pilule contraceptive semblait avoir atteint une certaine stabilité, en particulier dans la population étudiante. Nos enquêtes auprès des étudiantes montrent cependant une diminution de la proportion d'utilisatrices, entre 2009 et 2017 – de 62 % à 48 % pour les étudiantes SMEREP, de 64 % à 51 % pour les étudiantes françaises.

Ces chiffres sont cohérents avec ceux rapportés par l'enquête *Fecond* de 2010. Elle retrouvait une proportion de 63,5 % des femmes de 20-24 ans utilisant la pilule contraceptive. Accompagnée d'une baisse, inédite depuis 1967, de l'utilisation de la pilule dans cette frange de la population, non totalement compensée par l'arrivée de nouvelles méthodes contraceptives hormonales, avec, semble-t-il une forte influence des conditions socio-économiques.

Au sein de la population lycéenne, l'usage de la pilule contraceptive reste peu répandu, et en relative diminution ces trois dernières années pour concerner, en 2017, 24 % des lycéennes franciliennes – 32 % en 2015 – et 30 % des lycéennes françaises interrogées – 31 % en 2015. Tandis que près d'un tiers des lycéens – 30 % des lycéens français et 33 % des lycéens franciliens en 2017 – déclarent être entrés dans la vie sexuelle.

→ **La question centrale de l'observance**

Il est intéressant de constater que la principale raison invoquée en cas de grossesse non désirée est l'oubli de pilule – 44 % – bien devant l'absence de contraception – 28 %.

Ces résultats suggèrent un important défaut d'observance vis-à-vis de la pilule contraceptive, pour laquelle un profond travail d'éducation thérapeutique s'avère nécessaire. L'efficacité de la contraception orale étant largement liée à une utilisation régulière, voire rigoureuse pour la pilule microdosée.

→ **Les progrès constatés dans le recours à la contraception d'urgence chez les étudiantes grâce à l'engagement des pouvoirs publics**

La France se distingue par son attitude avant-gardiste quant à l'accès à la contraception d'urgence, la « pilule du lendemain ». Il est observé, ces cinq dernières années, une explosion de la proportion d'étudiantes ayant eu recours à la contraception d'urgence – proportion passant de 18 % en 2011 à 45 % pour les étudiantes SMEREP sexuellement

actives et de 15 % à 40 % pour les étudiantes françaises sexuellement actives, entre 2011 et 2017 – pour concerner aujourd'hui près d'une étudiante sur deux. Du reste, la contraception d'urgence semble s'être démocratisée et largement répandue dans la population étudiante, en parallèle de campagnes nationales d'information, notamment en 2012, s'articulant avec humour et empathie autour des risques les plus fréquents : oubli de pilule, accident de préservatif et absence de contraception. L'usage de la « pilule du lendemain » se répand également parmi la population des lycéennes, un quart des lycéennes déclarant y avoir déjà eu recours – 34 % en France et 33 % en Ile-de-France, en 2017.

→ **Une couverture complémentaire santé mise à disposition des étudiantes par la SMEREP facilitant l'accès à la contraception**

Dans le cadre de ses offres complémentaires, la SMEREP propose en particulier un pack « *Vivre sa vie* », prenant en charge, via un forfait annuel, les pilules contraceptives de dernière génération et les contraceptions d'urgence, dites « pilules du lendemain » ainsi que les préservatifs. C'est, en définitive, pour la SMEREP un moyen d'assurer son soutien aux politiques de santé publique en matière de contraception, ainsi qu'un meilleur accès aux techniques contraceptives des plus jeunes.

→ **Une couverture complémentaire santé mise à disposition des étudiantes par la SMEREP valorisant l'information et l'éducation des jeunes**

En effet, si l'usage de la contraception en France est aujourd'hui massif, quel que soit l'âge des femmes, le nombre d'IVG reste à peu près constant, autour de 200 000 par an. La forte croissance des IVG chez les moins de 18 ans, observée au début des années 2000 s'est ralentie. Nos enquêtes réalisées auprès des étudiantes retrouvent ainsi une globale stagnation du recours à l'IVG ces dernières années, avec, en 2016, 6 % des étudiantes déclarant avoir déjà eu recours à une intervention volontaire de grossesse.

La puissance des partenariats entre les assureurs santé et les laboratoires pharmaceutiques au service d'une meilleure information, prise en charge, accompagnement des patients/assurés→ **Un vaste débat autour de l'information, de l'accès, et de l'observance de la contraception**

La question de la contraception chez les étudiantes, en particulier par l'usage de la pilule contraceptive qui reste de loin le moyen le plus largement employé par cette frange de la population, fait état d'une situation complexe, regroupant trois principales problématiques. →

09 Annie Coutarel, Juliette Renavand-Petiot, Marie-Sophie Houis-Valletoux (suite)

- • D'une part, on observe un défaut d'accès à la pilule contraceptive. De nombreuses voix s'élèvent en France, notamment au sein du planning familial, pour demander la vente sans ordonnance en pharmacie de la pilule, permettant ainsi une meilleure diffusion de ce moyen contraceptif. En particulier auprès de la population jeune chez qui, au-delà du problème des délais de consultation, une certaine « crainte » ou « gêne » peut exister et s'avérer un frein à la consultation d'un professionnel de santé. Le collectif « *Libérez ma pilule* » auquel participent notamment des pharmaciens, des médecins et le Planning familial, plaident pour une vente sans ordonnance des pilules, en particulier progestatives microdosées.
- D'autre part, nous l'avons vu, le défaut d'observance reste problématique. Dès lors, il est à craindre qu'une vente libre de la pilule diminue d'autant le temps d'éducation thérapeutique, ainsi que celui du dépistage gynécologique, la pilule étant largement prescrite par des gynécologues – pour 70 % des étudiantes SMEREP en 2015.
- Enfin, il existe une profonde détérioration de l'image de la pilule en France depuis les « scandales » sanitaires largement relayés par la presse ces dernières années. Le débat de 2012-2013 autour des pilules de nouvelles générations et des risques qui leur sont liés a touché des usagères qui ont toutes commencé leur vie sexuelle avec la pilule contraceptive, alors au centre du modèle contraceptif français. Mais les générations les plus jeunes sont de moins en moins sensibles aux enjeux sociaux et politiques qu'a pu représenter la disponibilité d'une méthode de contraception sûre, permettant aux femmes, pour la première fois dans l'histoire, de maîtriser elles-mêmes leur fécondité. Le débat semble par ailleurs avoir terni l'image sociale et symbolique de la pilule. À ce titre, en 2016, 22 % des étudiantes SMEREP et 16 % des étudiantes françaises interrogées par nos enquêtes ne prennent pas la pilule car elles considèrent qu'elle a un impact négatif sur leur santé. Tandis que 12 % des étudiantes SMEREP et 10 % des étudiantes françaises interrogées n'ont pas confiance dans la pilule contraceptive.

En définitive, la problématique de la contraception, chez les jeunes, reste plus que jamais ouverte et nécessite une large action d'information et d'incitation à la contraception mais aussi à la consultation gynécologique, auprès des étudiantes. Afin que celles-ci puissent s'approprier pleinement ce sujet si complexe et délicat que peut être leur contraception.

→ **Le partenariat HRA/SMEREP, un partenariat novateur, créateur de valeur**

Pour améliorer l'information et la prise en charge de la contraception d'urgence, HRA et SMEREP ont noué un partenariat innovant et à forte valeur tant pour les étudiantes que les lycéennes. L'assureur et le laboratoire ont associé leurs savoir-faire, leurs outils pour contribuer à faire avancer un sujet majeur de santé publique en capitalisant pour l'un sur l'accès privilégié à une population spécifique et pour l'autre sur la connaissance et les supports d'information autour de la contraception d'urgence.

Gageons que ce type de partenariat fera des émules pour développer les synergies entre industrie pharmaceutique et assurance au profit d'une meilleure prise en charge et information du patient/assuré. •

SOURCES

- DRESS Rapport 2016 n°0968.
- INED janvier 2015 : Magali Mazuy, Laurent Toulemon, Élodie Baril : « *Population et IVG : un recours moindre à l'IVG mais plus souvent répété* ».
- Étude Fécond 2010.
- Bajos N et al. *Contraception : from accessibility to efficiency*, Hum Reprod. 2003; 18 (5): 994 – 9.
- Wynn LL et Trussell J. *Reducing unintended pregnancy in the United States*, Contraception, 2008; 77 : 1-5.
- Nappi R E. et al. Use of and attitudes towards emergency contraception: A survey of women in five European countries, *The European Journal of Contraception and Reproductive Health Care*, 2013; Early Online: 1-9.
- Sondage Harris Interactive pour HRA Pharma réalisé en ligne du 14 au 17 septembre 2015 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population féminine française âgée de 15 à 50 ans selon la méthode des quotas.



Annie Coutarel
est Directrice générale de la SMEREP.



Juliette Renavand-Petiot
est Directeur des ventes et marketing, HRA.



Marie-Sophie Houis-Valletoux
est Associée fondatrice MX Conseil.

10

Delphine Caroff

@DelphineCaroff

Les entreprises aussi ont un rôle à jouer

Entre 2030 et 2050, l'Organisation Mondiale pour la Santé (OMS) estime à 250 000 décès supplémentaires par an dus au changement climatique en raison notamment de la malnutrition, du paludisme, de la diarrhée et du stress liés à la chaleur.

C'est un fait indéniable : le changement climatique augmente significativement les risques sanitaires et les problématiques d'accès aux soins et à la santé partout dans le monde.

Le changement climatique a déjà – et va continuer – à répandre les maladies vectorielles. Prenons par exemple le cas de la dengue, une maladie transmise par le moustique et qui provoque des fièvres et des douleurs osseuses et articulaires dont on recense 400 millions d'infections par an dans le monde. Au cours des cinquante dernières années, le territoire touché par cette maladie a été multiplié par 30, faisant passer le nombre de pays infectés de 10 à 128 et touchant ainsi une population totale de 4 milliards de personnes. Heureusement, après des années de recherche et de développement, le premier vaccin contre cette maladie est disponible.

Les allergies se développent également en raison de la pollution de l'air et cette pollution, selon l'OMS, est responsable de près de 3,2 millions de morts prématurées par an soit plus que le sida et le paludisme réunis. Par ailleurs, l'OMS évalue le nombre de personnes asthmatiques dans le monde à 235 millions.

Face à cette situation, les acteurs de la santé doivent se mobiliser pour rechercher de nouveaux médicaments ou solutions de santé pour combattre les conséquences sanitaires du changement climatique. La recherche et le développement est leur raison d'être, leur mission. Mais ils se doivent aussi d'être des acteurs exemplaires dans cette lutte, notamment par la réduction de leurs impacts environnementaux. Par exemple, de nombreuses entreprises de santé ont mis en place des politiques ambitieuses de réduction de leurs émissions carbone atteignant pour certaines une neutralité carbone.

Je fais partie de celles et ceux qui ont toujours défendu que chacun à un rôle à jouer dans la lutte contre le changement climatique et que les entreprises doivent également se mobiliser, qu'elles soient petites, moyennes ou multinationales. Les entreprises sont des acteurs majeurs du développement durable au travers de leur politique de responsabilité sociétale.

En juin 2015, le *Lancet*, célèbre journal scientifique, publiait « *la lutte contre le changement climatique est une urgence médicale et la meilleure occasion de faire progresser la santé humaine pour les générations à venir* ¹ », alors que tous les acteurs s'engagent et saisissent cette opportunité! •



Photo : Marion Gaborit

1. The Lancet, *Health and climate change: policy responses to protect public health*, <http://www.thelancet.com/journals/lancet/article>, Juin 2015.



Delphine Caroff est Directrice des Affaires gouvernementales Biogen.
Ancienne directrice Responsabilité Sociétale, les Entreprises du Médicament (Leem).

11

Sabah Chraibi

Climat, santé et femmes : un pari sur l'avenir

Les femmes marocaines qui ont traversé la frontière des deux millénaires ont connu des changements significatifs dans leur quotidien. Des droits inscrits dans des textes jusqu'à la loi suprême qui projette la parité, une maternité plus maîtrisée et un accès au savoir plus ouvert.

Le combat pour l'égalité n'a été ni facile ni aisé et il demeure un chantier en construction. Le réel et les textes ne convergent pas toujours et la quête pour plus de démocratie et un égal accès aux fonctions de pouvoir reste un pari sur l'avenir.

Le gage de l'avenir, c'est aussi la lutte contre la pauvreté. Elle touche majoritairement les femmes qui subissent, de plus, la contrainte du changement climatique.

Le relief au Maroc est accidenté et son climat est capricieux. Le réchauffement climatique a accentué l'exode rural et les clivages sociaux. Depuis la décennie quatre-vingt, traversée par des années de sécheresse, des femmes se mobilisent pour que leurs concitoyennes dans le rural et celles souffrant de précarité, restent dans leurs terres et puissent avoir les moyens de leur subsistance, quand la santé les y autorise.

Produire suppose une capacité physique ; la santé est dès lors un capital précieux. L'insuffisance hydrique et la pollution provoquent des atteintes handicapantes privant les femmes de leur acuité visuelle.

En organisant les caravanes de santé, associant à notre action le savoir des médecins, nous avons réussi à rétablir des centaines de femmes artisanes dans leur fonction de productrices.

Le sud du Maroc est la région qui souffre le plus du changement climatique.

En 2001, c'est une autre caravane de notre association allant vers les populations de Taroudant et du Grand Atlas qui va mettre en place une alternative à la sécheresse reposant sur la solidarité et l'échange de bonnes pratiques pour revisiter les sources de richesse antérieure de la région.

C'est la rencontre avec une figure de l'humanisme, prêchant les valeurs de l'écologie et le retour à la terre nourricière, Pierre Rabhi, qui a permis de revaloriser l'arganier.

Cet arbre mythique renaît depuis cette rencontre entre féminin d'Orient et féminin d'Occident, donnant des ressources nouvelles à des coopératives de femmes, et son usage en cosmétique est la meilleure promesse aujourd'hui, non seulement pour la beauté mais aussi pour la santé.

De là est née l'urgence d'une réflexion-action sur les nouveaux métiers verts, le lancement depuis de l'agro-écologie a donné de nouvelles pistes de productions salvatrices. Les agricultrices, otages des caprices du climat, grâce à des formations et un accompagnement spécifiques, retrouvent la voie de l'égalité dans l'accès au marché et donc de la dignité.

De nos expériences, on retiendra que le réchauffement de la terre, fait de l'humain, ne trouvera de solutions que dans la solidarité sans frontières et sans discrimination basée sur le genre. Les femmes, gardiennes de la terre, ne peuvent être marginalisées des processus de décision, tant leur contribution est incontournable dans les stratégies d'atténuation.

Victimes premières des changements climatiques, elles restent les matrices d'une réconciliation entre la nature et l'homme. •



Photo : Marion Gaborit



Sabah Chraibi est Présidente Nationale ESPOD (Espace Point de Départ), association marocaine pour la promotion de l'entreprise féminine.

12

Frédérique Cintrat

www.axielles.com

Rencontre avec Anne Pélagie Yotchou du Cameroun

Parce que j'aime me dire que l'entraide, la bienveillance, l'ambition comme « désir ardent de réaliser » l'énergie sont partagées quels que soient les conditions et les lieux de vie, la culture ou le pays. Parce que j'aime penser que les femmes pourront ensemble, si elles s'unissent et agissent, contribuer à plus de solidarité, d'équité. Parce que les réseaux formels, informels et virtuels peuvent aujourd'hui contribuer à agir au-delà de son pré carré. Je salue l'action des réseaux, et m'associe avec fierté à ce livre blanc en tant que soutien entreprise au nom d'**axielles.com**, appli qui favorise justement les connexions professionnelles.

Le fonctionnement en réseau permettant des rencontres exceptionnelles, je voudrais vous faire part de celle que j'ai faite, depuis l'Eure-et-Loir, où je suis installée, en juin 2015, avec Anne Pélagie Yotchou au Cameroun. Nous avons fait connaissance par twitter. Nous étions sur la même longueur d'ondes dans nos publications sur la place des femmes dans la vie économique. Elle m'a proposé que nous nous rencontrions lors de son passage à Paris, et là, magie du virtuel au réel, nous avons échangé des mots et des petits cadeaux, et elle m'a fait part des actions remarquables qu'elle menait à Yaoundé pour développer l'entrepreneuriat féminin au Cameroun.

Voici quelques éléments de présentation que l'on peut retrouver sur le site de son association ¹ : « *Engagée pour le développement social et économique des femmes et des filles au Cameroun, Anne Pélagie Yotchou T. est une Entrepreneure sociale et experte en Genre et Développement/Justice transitionnelle. Elle est une des membres fondatrice de l'association Genre en Action. 'Pour moi, l'autonomisation des femmes et des filles est l'une des clés pour faire avancer la justice, l'égalité des genres et éradiquer les violences et discriminations sexistes. Vivement une culture mondiale des droits humains avec une approche égalité femme/homme' ».*



Avec son autre casquette d'informaticienne, Anne Pélagie conduit plusieurs programmes de formations aux TICs en vue de familiariser les femmes leaders en milieu rural à l'informatique et booster leur participation dans la gouvernance pour un développement durable en tant qu'actrices principales dans leurs communautés. Actuellement, Anne Pélagie Yotchou coordonne l'organisation CEFAP-Ladies Circle qui est une synergie de femmes – et d'hommes aussi – ayant décidé en 2005 de se regrouper pour apporter leur pierre à la construction d'un Cameroun plus « juste, équitable et inclusif ». Leurs actions prioritaires sont l'avancement des droits sociaux, économiques et culturels des femmes et des filles, la justice, la promotion de la prise en compte du genre dans la gestion des communautés et le soutien multiforme aux femmes et filles en difficulté sociale.

Je voulais tout simplement, à travers ce billet, mettre en lumière Anne Pélagie Yotchou, et rendre un hommage à travers elle à toutes les femmes et tous les hommes qui agissent un peu partout pour contribuer à rendre notre monde meilleur. •

1. <http://cefapladiescircle.free.fr/>



Frédérique Cintrat est fondatrice de la start-up **axielles.com**, appli facilitatrice de networking professionnel. Conférencière et experte sur l'ambition et les réseaux. Auteure de *Comment l'ambition vient aux filles?* Ed. Eyrolles.

13

Béatrice Cornic

www.stabiplage.com

Préserver le littoral

Le réchauffement climatique est une réelle menace pour les populations vivant sur les rivages. L'élévation du niveau de la mer, la recrudescence des événements climatiques exceptionnels et la destruction des barrières naturelles telles que les récifs coralliens engendrent une progression plus rapide de la mer vers la terre.

Face à ce phénomène, les ouvrages de défense ne protègent plus. Parfois, ils sont détruits, parfois, ils accélèrent la destruction des côtes. Or, c'est la côte qui nous protège par l'intermédiaire de la plage, de la dune, des marais et lagunes.

Mon engagement est de reconstituer ou renforcer ces espaces littoraux pour qu'ils puissent protéger les biens et les personnes. Les maisons, les outils de travail, mais également les conduites d'eau potable, les câbles de télécommunication, les routes, etc. sont menacés. Les populations ont peur. Les conditions de travail sont rendues difficiles : par exemple, comment continuer l'aquaculture dans une lagune exposée aux houles en raison de la destruction du cordon dunaire ?

Le repli en urgence est parfois impératif. La femme, bien souvent au cœur de ces activités, est directement concernée.

Dans ce cas, elles doivent faire face à des conditions de vie encore plus difficiles, notamment, pour réinstaller leur famille.

Contre la nature est inutile, il faut l'accompagner en renforçant les espaces côtiers dans leurs fonctions de protection. Les houles pénètrent moins rapidement dans les terres lorsque la plage est large, dotée d'un profil incliné et d'un stock sédimentaire suffisant !

Si le repli doit parfois être envisagé, des solutions de protection existent.

Je me suis engagée à les développer, les mettre en œuvre et à en informer les populations.

L'enjeu, aujourd'hui, est de communiquer sur les modes de gestion du littoral afin d'arrêter les mauvaises pratiques (prélèvement de sable pour la construction, artificialisation des littoraux) et de protéger populations et infrastructures de manière pérenne et durable.

Protéger les femmes, renforcer les moyens éducatifs, sensibiliser le grand public et les décideurs sont le gage de la réussite de notre projet. •



Béatrice Cornic est dirigeante de la société Espace Pur. Lauréate des Concours *Clean Tech Open France 2013* et *Femmes et Entreprises en Bretagne 2012*.

14

Marianne de Battisti

La diversité dans toutes ses dimensions

ICADE a souhaité apporter son témoignage car le secteur immobilier a des impacts importants sur l'environnement, comme le changement climatique et la consommation de ressources naturelles. 25 % des émissions de gaz à effet de serre en France proviennent de notre secteur. Pourtant, bien appréhender ces enjeux peut constituer un atout pour l'entreprise. Icade a ainsi inscrit l'environnement au cœur

de sa stratégie RSE et s'est fixé des objectifs ambitieux pour répondre aux enjeux de la transition énergétique et écologique.

En effet, le changement climatique altère la qualité de vie et la santé des êtres humains. Nous devons viser à enrayer le réchauffement et nous adapter pour en minimiser les →

14 Marianne de Battisti (suite)

→ impacts. Ainsi, nous nous engageons à réduire nos émissions, qu'elles soient liées à l'exploitation ou à la construction de nos immeubles, d'ici à 2020.

Pour y parvenir, nous avons mis en place un plan d'action volontariste centré sur la rénovation de nos bâtiments, les contrats de performance énergétique signés avec ses exploitants, l'utilisation de matériaux de construction sobres en carbone comme le bois, le recours accru aux énergies renouvelables et les partenariats avec des industriels leaders de la transition énergétique. Nous croyons également que le changement passe par les femmes. Une grande attention est accordée à la politique sociale pour promouvoir la diversité dans toutes ses dimensions.

Dans un secteur traditionnellement perçu comme masculin, Icade a pris, en 2015, la première place du palmarès de la féminisation des instances dirigeantes des entreprises du SBF 120. Nous sommes également engagés activement dans le Réseau Alter'Egales, devenu le réseau Mixité du Groupe.

Nous avons l'intime conviction que c'est en unissant nos efforts que nous parviendrons à lutter efficacement contre le changement climatique et à nous adapter pour en limiter les impacts sur notre santé et notre qualité de vie. •



Marianne de Battisti est membre du COMEX d'ICADE, en charge de l'innovation, des relations institutionnelles et de la communication. Administrateur d'Entreprises & Médias, de la SCET et certifiée ASC (IFA 2012) et fellow de la RICS (Royal Institution of Chartered Surveyor). Elle est membre du cercle des femmes de l'immobilier, de l'association des directeurs immobiliers et Vice-Présidente d'Alter Egales (le réseau des femmes cadres du Groupe Caisse des dépôts), Présidente du Conseil d'orientation de l'IEIF.

15 Aicha Detsouli

L'Approche Genre et l'Éthique pour une justice climatique

Le changement climatique est l'enjeu principal de notre époque. Certaines populations et États en subissent injustement les conséquences négatives, auxquelles ils n'ont pas contribué. Les femmes, plus vulnérables, sont encore plus fortement impactées par l'ampleur de ces perturbations écologiques qui menacent même leurs droits les plus fondamentaux.

En effet, force est de constater que malgré les différentes conventions et accords internationaux en leur faveur, les droits des femmes continuent à se dégrader. La santé, la sécurité civile, la sécurité alimentaire, l'éducation, l'égalité des sexes, la justice sociale et la justice climatique sont affectées.

Aussi, la poursuite d'activités humaines responsables du changement climatique et par voie de conséquence de l'aggravation des inégalités sociales et de la pauvreté, doit soulever des questions d'éthique de grande portée.

La réalisation du Développement Durable ne peut tenir compte que du côté technique, mais aussi du comportement éthique. Le concept de l'éthique écologique est à prendre en considération pour revoir les comportements de l'homme.

Les femmes, contrairement aux hommes, malgré leur endurance et leur capacité à assurer plusieurs tâches simultanément et malgré leur savoir-faire ancestral, rencontrent des difficultés à trouver des solutions face au changement →

15 Aicha Detsouli (suite)

→ climatique, non pas qu'elles ne savent pas ou ne peuvent pas le faire, mais c'est que leur essor et leur volonté d'agir et de contribuer sont ralentis par les divers stéréotypes, leur statut social, mais aussi à cause de la faiblesse des réserves dont elles disposent, de leurs difficultés à accéder à la terre et aux ressources, en plus des barrières qu'elles rencontrent quant à l'accès à l'information, à l'éducation et aux moyens de protection, ce qui met en péril leur santé, leur vie et par conséquent aussi celles de la famille et de la communauté tout entière!

La vulnérabilité des femmes est également due aux diverses tâches ménagères épuisantes, les lourdes besognes de l'agriculture et de l'élevage, les grossesses répétées et l'allaitement, qui exigent d'elles des prédispositions physiques, morales et physiologiques plus intenses et surtout une alimentation équilibrée et suffisante pas toujours disponible.

Le droit des femmes à une vie et à une maternité saines est également affecté par le manque d'infrastructures adéquates, tenant compte de leurs spécificités. Dans plusieurs régions rurales, les filles passent leur temps sur les chemins accidentés à la recherche de l'eau, ou dans les forêts, pour ramasser le bois, au lieu d'être sur les bancs de l'école. De même, l'absence de centres de santé équipés et accessibles aux femmes est responsable de la mortalité infantile et de celle des femmes en phase d'accouchement, qui ont du mal à accéder aux soins urgents et nécessaires pour leur survie et la survie des nouveau-nés. Les femmes subissent trop de pression et trop d'injustice et c'est pour cela que, lors des catastrophes naturelles, les risques de décès des femmes sont 14 fois plus élevés que pour les hommes.

Au Maroc, malgré les initiatives louables (INDH, Nouvelle Constitution, Charte de l'EDD) qui ont été enclenchées par le Roi Mohamed VI, à la suite du combat permanent et intense des associations féminines en faveur de la réduction des inégalités entre les diverses tranches de la population, mais aussi entre les femmes et les hommes, le combat se poursuit toujours et le terrain est encore jonché d'épines.

Mon devoir de citoyenne militante me permet de contribuer, ma petite part, aux côtés d'autres femmes et hommes, dans les grands chantiers sociaux ouverts, à travers les différentes associations que je préside ou dans lesquelles je suis membre.

Des actions humanitaires variées sont menées pour la scolarisation des filles, l'alphabétisation des femmes, l'organisation de caravanes médicales variées, des consultations gynécologiques spécifiques aux femmes avec des dépistages du cancer du sein et du col de l'utérus, l'encouragement à la création d'actions génératrices de revenus, de coopératives et de micro-entreprises féminines, permettent de contribuer en fonction de nos possibilités à améliorer les conditions de vie de quelques familles.

À travers l'association *Travive* que je préside depuis 2010, *La Dynamique Femmes* et la CMJC (Coalition Marocaine pour la Justice Climatique) dont je suis membre, nous menons des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement, ainsi qu'un travail de plaidoyer pour l'approche genre et la justice climatique.

Notre forte présence et participation à la COP 22 à Marrakech a été construite dans la perspective de mobiliser les femmes et les hommes, pour prendre conscience des enjeux environnementaux au Maroc, en Afrique et dans le Monde, de renforcer les capacités des associations féminines, en plaidant pour le respect des droits humains et environnementaux des femmes et de contribuer à l'adoption de l'approche genre dans les processus de négociations des parties, dans la convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique. •



Photo : Marion Gaborit



Aicha Detsouli est professeur chercheur de Zoologie à l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II. Présidente de l'association *Travive Greening Madinaty*. Présidente de l'association *Réseau Maillage Maroc*. Membre de *La Dynamique Femmes*. Membre de la *Coalition Marocaine pour la Justice Climatique*. Présidente de *Tous pour Rabat Ville Verte*. Vice-Présidente ESPOD Rabat.

16

Sarah Diouri

Pour une nouvelle génération d'agricultrices en Afrique du Sud

Bienvenue au Cap Occidental en Afrique du Sud. Cette province réputée pour ses paysages paradisiaques et sa production agricole riche, traîne l'héritage d'un lourd passé ségrégationniste. Le Cap Occidental est en effet une des provinces les plus affectées par l'Apartheid, ce régime de marginalisation systématique des populations noires et de couleur. Aujourd'hui encore, ces communautés restent plongées dans un système d'inégalités et de pauvreté et leur accès à la propriété de la terre demeure difficile. Les jeunes de ces communautés entretiennent ainsi un rapport très conflictuel à la terre et n'aspirent pas à y travailler malgré le peu d'alternatives.

C'est au vu de ce contexte que nous avons décidé de mettre en place un programme destiné à sensibiliser les jeunes aux différentes opportunités de carrières dans le secteur agricole. Nous avons ciblé les jeunes filles en cours d'orientation professionnelle (de 14 à 18 ans) et issues des communautés noires et de couleur de la vallée du Lynedoch et de Stellenbosh. Si nous avons choisi les femmes, c'est parce qu'elles accèdent plus difficilement que les hommes aux ressources telles que l'eau, les intrants agricoles, la terre, le financement ou encore les formations. Ces inégalités les rendent d'autant plus vulnérables aux effets des changements climatiques qui déjà affectent la productivité et la rentabilité du secteur agricole du Cap Occidental. En nous focalisant sur les femmes, nous avons aussi fait le choix de l'avenir puisque ce sont généralement elles qui, dans ces communautés, s'occupent d'éduquer les enfants et de les nourrir. Leur rôle de chef de famille est d'autant plus important que le taux d'alcoolisme chez les hommes reste élevé à cause du Dop System. Ce système hérité de l'Apartheid, désormais aboli, permettait de payer une partie du salaire des agriculteurs en vin. Chez les femmes, cette pratique explique le niveau anormalement élevé du syndrome d'alcoolisme foetal dans le pays (14/1 000 naissances).

Au cours des quatre mois qu'a duré le programme, les cinquante jeunes filles ont participé à plus de dix ateliers pratiques et ludiques en lien avec l'agriculture biologique; deux excursions dans le Cap Occidental afin de rencontrer directement des professionnels du secteur agroalimentaire; et une séance d'orientation et d'accompagnement pour saisir les opportunités de carrière dans ce secteur. Tout au long de ce parcours, les participantes ont été exposées aux concepts de base de l'agro-écologie, aux méthodes d'exploitation de la terre dans le respect de l'environnement et à l'importance d'une alimentation saine et diversifiée. Elles ont aussi rencontré des agro-entrepreneurs issus des mêmes communautés de couleur et ayant réussi à améliorer leurs conditions de vie grâce au secteur agricole.

Ce projet a été financé par le *Youth Innovation Fund* de la Banque Mondiale et réalisé conjointement avec le *Sustainability Institute* de Stellenbosh. Il a rencontré un véritable succès puisque 75 % des participantes ont affirmé vouloir poursuivre des études ou une carrière dans l'agriculture à l'issue du programme. Notre questionnaire final a aussi montré que les participantes estiment avoir augmenté de moitié leurs connaissances en agriculture biologique. Ce programme représente une première étape pour déstigmatiser le rapport à la terre et rompre le cycle de pauvreté des communautés noires et de couleur du Cap Occidental, en tenant compte du rôle primordial des femmes dans le respect du climat et de la santé. •



Sarah Diouri est consultante polyglotte en Agro-Business, Banque Mondiale (Washington DC, USA). Spécialisée dans l'analyse des politiques agricoles dans 13 pays d'Afrique et d'Amérique Latine et la construction d'indicateurs agricoles mesurant l'efficacité des politiques publiques régulant le marché des intrants agricoles.

17

Marion Gaborit

Le projet "Au Goût du Monde"

Dans certains pays, les femmes représentent 80 % de la main-d'œuvre agricole. Pourtant elles sont rarement propriétaires, ont moins d'accès à l'éducation ou aux subventions et aux crédits. Si elles avaient plus de facilités et de reconnaissance, elles seraient une force encore plus influente pour la production des richesses. Les agriculteurs représentent 11 % de la population active mondiale alors que les agricultrices ne représentent que 8 %. Comblant cet écart entre les genres et donner de meilleures conditions de travail aux femmes représenteraient une solution à part entière pour nourrir la population des décennies à venir, réduire la famine et améliorer les conditions de vie des pays en développement. Mais qui sont donc ces travailleuses qui œuvrent chaque jour dans l'ombre, exerçant un métier indispensable à la vie ?

Après un an de voyages à filmer et photographier quelques-unes de ces héroïnes anonymes, voici les portraits d'agricultrices rencontrées sur quatre continents et à travers une dizaine de pays d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et d'Amérique latine.

Mes rencontres avec certaines de ces femmes courageuses, à la fois simples et bouleversantes furent, pour moi, une aventure réellement passionnante et bouleversante. Une expérience faite de moments de vie, de rires et d'émotions, parfois d'inquiétudes mais surtout d'espoir.

L'alimentation est un besoin vital qui a toujours suscité des stratégies, des migrations, des conflits ou des alliances mais aussi des inventions et des tendances propres à chaque époque. Mais l'alimentation est aussi le reflet indéniable d'un pays : son niveau de développement, son climat, sa géographie, sa population ou encore ses croyances et ses traditions. Les problématiques et les sujets qu'elle soulève sont innombrables, surtout aux prémices d'un XXI^e siècle où l'on parle agriculture biologique ou intensive, métissage culturel ou identité communautaire, commerce équitable ou mondialisation menaçante.

Mais alors qui sont ces femmes d'aujourd'hui, qui représentent 43 % de la main-d'œuvre agricole des pays en

développement, qui cultivent la terre et travaillent aussi dur que les hommes pour nourrir les êtres humains ?

En filmant et en photographiant les agricultrices dans le monde, « *Au goût du monde* » a voulu montrer le rôle capital de ces millions de femmes dont le travail est un véritable espoir pour l'avenir de la planète.

En effet, si les femmes agricultrices disposaient d'une parcelle de terrain ou de bétail, si elles avaient plus facilement accès au crédit et aux formations, ou encore si elles bénéficiaient des mêmes intrants agricoles que les hommes, la situation serait complètement différente. Dans les pays en développement, elles pourraient ainsi augmenter de presque 30 % leurs rendements, accroître la production agricole nationale de 2 à 4 % et éventuellement réduire le nombre de gens souffrant de la famine d'environ 15 %, soit sortir 100 à 150 millions de personnes de la pauvreté.

En mettant en exergue la transmission du travail de la terre et la transmission de la cuisine – acte essentiellement féminin – le projet permet de dresser les portraits de ces travailleuses héroïques et de les découvrir dans leur quotidien. Raconter leur histoire en écoutant leurs témoignages, leurs rêves, leurs doutes et leurs difficultés est le moyen de leur rendre hommage mais aussi de remplir un devoir de sensibilisation face à un sujet dont les enjeux nous concernent tous dans un avenir proche. •



Photo : Marion Gaborit



Après quatre ans à travailler pour la télévision française comme assistante caméra, j'ai voulu mener à bien un projet personnel qui me tenait à cœur. Je suis donc partie un an en voyage pour réaliser un premier documentaire (photographique et vidéo) sur les femmes agricultrices dans quelques pays d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et d'Amérique Latine. De retour en France depuis maintenant presque deux ans, je continue à travailler sur des projets de documentaires photographiques et vidéo.

18

Benoît Golitin

« L'école de la philanthropie »

Je m'appelle Benoît Golitin et je suis professeur des écoles dans le 18^e arrondissement de Paris. L'année dernière j'ai mené un projet appelé « *L'école de la philanthropie* » avec le concours de la Ligue de l'Enseignement de Paris. Mon objectif était de permettre à mes élèves de découvrir l'engagement citoyen, de leur donner la volonté d'« aider les autres » de manière désintéressée.

Le parcours est composé de deux phases qui ont chacune plusieurs étapes.

- La première phase dite de « sensibilisation » leur a permis de découvrir la notion d'empathie : pour aider les autres, il faut déjà pouvoir se mettre à leur place.

Nous avons regardé le film « *La petite vendeuse de soleil* » et débattu autour. Quelques jours après, avec l'aide d'une comédienne, les élèves ont joué des saynètes de théâtre dans lesquelles un personnage rencontrait des difficultés et où il fallait improviser la fin dans le but de lui apporter de l'aide.

Enfin, nous avons réalisé une revue de presse autour de six grands thèmes philanthropiques : la santé, la pauvreté et l'exclusion, l'éducation, les droits humains, l'environnement et l'art et la culture.

- À l'issue de cette première phase nous avons la possibilité d'en rester là mais les élèves étant très motivés, nous avons entamé la seconde dite d'« action ».

Il nous a d'abord fallu choisir un des six thèmes abordés lors de la revue de presse. J'ai donc demandé aux élèves de préparer des exposés sur le thème qui les touchait le plus puis la classe a voté et a sélectionné l'environnement. Il nous fallait donc mener une action philanthropique en faveur de l'environnement.

Ce thème étant très large, nous avons décidé de nous concentrer sur la question des déchets. Pour bien le comprendre, nous avons demandé à l'association *Zero Waste* de nous rendre visite et de nous expliquer les enjeux liés à la gestion des déchets et leurs actions.

Cette rencontre a été particulièrement riche et intéressante pour les élèves. Si bien que nous avons décidé de ne pas mener une seule action mais trois !

Nous avons sensibilisé tous les autres élèves de notre école à cette question. Il s'agissait de leur enseigner les gestes de tri pour recycler les déchets mais surtout de leur apprendre à réduire les quantités de déchets produits. Les élèves étaient très fiers de leur slogan « *Recycler c'est bien, réduire c'est mieux !* ». Ils ont passé beaucoup de temps et se sont énormément investis pour transmettre leur savoir de manière ludique à leurs camarades.

- Nous avons écrit à la mairie centrale et à la mairie du 18^e arrondissement pour leur demander la mise en place de composteur dans les écoles afin notamment d'y recycler la nourriture restante après les repas de la cantine.
- Nous avons également préparé des affiches avec des conseils « anti-gaspillage » que nous avons collées dans l'école ainsi que chez les commerçants du quartier. •



Benoît Golitin est professeur des Écoles, à Paris dans le 18^e arrondissement.

19

Claude du Granrut

Les femmes sont les gardiennes de la Terre

Les femmes sont les gardiennes de la vie quotidienne des familles, de leur alimentation et leur sécurité. Elles sont les actrices incontournables de la sauvegarde de la Terre, de notre environnement, de ce qui constitue l'équilibre de notre planète, et assurent le bien-être de la société, c'est-à-dire celui de l'ensemble de l'humanité.

Qui se souvient qu'il y a bien longtemps, les femmes ont obligé les hommes à se sédentariser pour assurer une alimentation sécurisée pour leurs enfants, une vie de famille stable et des échanges sociaux pacifiques ?

L'évolution économique et sociale comme le changement climatique ont modifié la donne, mais le fondement du rôle des femmes reste le même.

Alors que les répercussions économiques, sanitaires et sociales du changement climatique modifient les modes de consommation, de recours aux ressources naturelles, d'organisation de la vie quotidienne, les femmes doivent se souvenir qu'elles sont les gardiennes de la Terre, et qu'elles doivent lutter contre toute atteinte à son intégrité, à sa capacité productive et aux effets du réchauffement climatique sur la santé des personnes, hommes, femmes, enfants.

Montée des océans, rétrécissement des terres émergées, aridité des zones autrefois fertiles, déforestation, bouleversement des sous-sols, urbanisation galopante propice à la montée des risques sanitaires... Le défi est mondial, les réponses sont prioritairement dépendantes de l'action des femmes, de leur bon sens et du fruit de leurs expériences.

Qu'elles soient à la tête d'entreprises industrielles, employées de service ou caissières de supermarché, agricultrices (70 % des agriculteurs en Afrique sont des femmes), elles doivent assurer le bien-être alimentaire, social et environnemental de leur famille.

L'action des femmes devra s'exercer à la fois dans le quotidien et dans la prévision du long terme. C'est une nouveauté qui n'est pas insurmontable, car les deux sont liés. C'est pour assurer l'essentiel du quotidien qu'il leur faut porter leur

réflexion et leur action sur la prévention des effets catastrophiques à venir : prévenir et modifier ce qui est encore contrôlable, organiser la réplique à ce qui apparaît comme dangereux et inéluctable.

Quelques exemples : mieux respecter l'équilibre du milieu marin, réglementation de la pêche, interdiction du rejet des déchets et protection des espèces qui vivent en milieu arctique et antarctique.

Pour les terres qui restent émergées, prévenir les effets collatéraux du réchauffement climatique : gestion des rivières, programmes d'irrigation, utilisation de leurs ressources énergétiques, développement des nouvelles sources d'énergie, soleil et éolien.

Réglementation des forages de toutes sortes qui défigurent les paysages et génèrent de la pollution. Arrêt des projets de déforestation par une gestion saine des besoins en bois...

Joindre les deux bouts de la chaîne, maintenir les cultures vivrières et autres, et maîtriser les éléments du désordre (inondations, tornades, feux de forêt, atteinte aux vies humaines). Et pour cela, utiliser les atouts que procurent les progrès de la technologie et de la communication et de la connaissance de l'univers pour les mettre au service de notre planète.

Reeves disait : « *Si la Terre ne peut plus fonctionner, nous périrons avec elle* ». C'est un appel raisonné qu'il nous fait, à nous, les gardiennes au quotidien de la Terre et de la vie qui se renouvelle à chaque génération. •

” Si la Terre ne peut plus fonctionner, nous périrons avec elle. REEVES ”



Claude du Granrut est Magistrate administrative et femme politique française, auteur de différents ouvrages dont "Tous inachevés".



Pakistan, 2011. Le 13 septembre, une jeune fille se trouve dans le camp de fortune de sa communauté dans la ville d'Hyderabad, dans la province de Sindh. La communauté a été déplacée à cause de la montée des eaux.

© UNICEF/UNI116098/Page

unicef 
pour chaque enfant

CLIMAT

Les jeunes inquiets face à l'avenir de la planète

Le changement climatique fait partie des préoccupations majeures des jeunes générations, qui s'inquiètent des conséquences de ce phénomène sur la planète et sur les populations. Beaucoup mènent des actions au quotidien mais espèrent que les États jouent également leur rôle.

En France comme dans le reste du monde, les jeunes sont particulièrement concernés par la problématique du climat. Des sondages menés en début d'année 2017 dans une vingtaine de pays grâce à l'outil numérique U-Report soulignent l'importance de ce sujet aux yeux des jeunes générations. Celles-ci ont amplement compris que l'avenir de la planète et des ressources naturelles est en jeu, mais elles ont aussi intégré que continuer dans la même lancée aura des répercussions dramatiques pour un grand nombre de vies humaines et animales.

Les enfants et les femmes parmi les plus vulnérables

En août 2017, quelques mois après le lancement officiel de U-Report en France, l'UNICEF consulte les jeunes U-Reporters français dans le cadre d'un sondage en partenariat avec SupplémentdElles. Près de 90 % des quelque 400 jeunes interrogés en France avec U-Report ont indiqué avoir entendu parler de l'Accord de Paris, ce document élaboré par les États qui ont participé à la COP21 en 2015. Ce chiffre montre à quel point les plus de 15 ans sont sensibilisés à ce sujet. Ils ont donc très logiquement été frappés que le président des États-Unis, Donald Trump, montre une opposition aussi forte à l'accord. Pour près de 80 % des 15-25 ans, cela va mettre en péril les efforts menés contre le changement climatique. Une inquiétude partagée dans une moindre mesure (60 %) par les plus de 25 ans.

Les résultats du sondage sont moins tranchés lorsque l'on demande aux jeunes en France si les filles et les femmes sont plus affectées par les effets du changement climatique. Si une majorité des répondant-e-s pense qu'elles sont plus touchées (42 %), près d'un tiers (34 %) estime que c'est « peut-être » le cas et un quart (24 %) répond « non ». Une des répondant-e-s a d'ailleurs fait valoir que « les femmes ne sont pas plus vulnérables que les hommes ». Une partie des sondé-e-s ignore peut-être que le changement climatique bouleverse tout particulièrement les populations pauvres. Or, les femmes et les filles sont malheureusement sur-représen-



Kenya, 2011. « Je ne connais pas mon âge, je n'ai jamais été à l'école ». Seyanae s'occupe des quelques chèvres survivantes de sa famille à Lodwar, au Kenya.

© UNICEF/UNI114799/Holt

tées dans ce groupe et elles figurent donc en première ligne parmi les victimes potentielles du changement climatique.

Des dangers de plus en plus concrets dans le monde

Éduquer les jeunes aux conséquences et aux réponses que l'on peut apporter au changement climatique est une priorité pour 71 % des personnes sondées dans 17 pays avec U-Report lors d'un sondage international organisé par l'ONU en avril 2017. Un très grand nombre d'entre elles (80 %) ont conscience que le changement climatique est une menace pour le bien-être et la sécurité des êtres humains. Ce danger est toutefois plus ou moins inquiétant en fonction du pays où elles vivent : près de 95 % des jeunes au Burundi et en Ouganda s'inquiètent des effets du changement climatique dans leur pays, mais seuls 46 % des jeunes au Royaume-Uni et 39 % des sondé-e-s en Ukraine pensent que leur pays sera touché.

À en croire ce sondage international U-Report, ce que les jeunes redoutent le plus, c'est la croissance de la pauvreté et de la famine, la montée des eaux, la diminution des réserves d'eau potable et la hausse des migrations. Avec l'expansion des déserts et la baisse des revenus économiques liés à l'agriculture ou au tourisme, ces dangers risquent de devenir de plus en plus concrets, particulièrement pour les femmes et les filles. Voilà pourquoi il est primordial que chacun s'empare du sujet, que les jeunes générations jouent un rôle moteur dans le changement des comportements et que la COP23 soit porteuse d'initiatives novatrices pour lutter contre le réchauffement climatique. •

Les solutions des jeunes U-Reporters en France pour préserver le climat



Au cours de l'été 2017, plusieurs centaines de U-Reporters en France ont répondu à un sondage sur le changement climatique et ont avancé quelques propositions pour lutter contre ce phénomène. Ces personnes engagées agissent aussi bien dans leur vie quotidienne que dans leur activité professionnelle où elles tentent de faire évoluer les usages.



« Je consomme plus local et plus bio. J'envisage d'installer des panneaux solaires pour ma future maison, j'essaie de diminuer mes déchets et d'informer autour de moi. »

Une fille, 29 ans, région Nouvelle-Aquitaine

« J'effectue des actions de sensibilisation auprès de collégien-ne-s et je mets en place des projets pour informer les étudiants. »

Une fille, 19 ans, région Grand Est



« Je choisis les transports en commun ou les transports doux (vélo ou patin à roulettes), je fais mes courses en vrac pour limiter mes déchets, j'évite de surconsommer de l'électricité et j'essaie de privilégier les produits d'occasion pour l'habillement, les loisirs et les meubles. »

Lucie, 24 ans, région Ile-de-France

« Je trie mes déchets, je ne consomme plus d'aliments à base d'huile de palme. J'essaie de consommer des produits de beauté issus de l'agriculture biologique. Je prends moins de douches. J'éteins mes lumières quand je quitte une pièce. »

Une fille, 22 ans, région Centre-Val de Loire



« J'ai implanté un composteur dans mon quartier, j'essaie de faire le tri sélectif, j'utilise moins d'eau pour me laver, je me lave les cheveux moins régulièrement. »

Auregan, 16 ans, région Auvergne-Rhône-Alpes

« En tant qu'animatrice stagiaire auprès d'enfants de 6 à 12 ans, j'ai pour habitude de leur proposer des animations sur des thèmes de société, notamment le réchauffement climatique, et cela de manière ludique. J'essaie de les sensibiliser au fait que s'ils ne respectent pas la planète, les ours polaires n'auront plus de « maison » et ils sont très réceptifs à ce type de message. »

Une fille, 17 ans, région Nouvelle-Aquitaine

Faites-nous confiance!

Célia Chenin a profité de son année de césure au Brésil pour pousser d'autres jeunes à agir contre le changement climatique avant de revenir en France où elle a poursuivi son combat.

Entre la première et la terminale, j'ai bénéficié d'une année de césure en 2015-2016 pendant laquelle je suis allée vivre au Brésil. J'ai habité auprès d'une famille installée à Santos, une ville du littoral, à quelques kilomètres de São Paulo. Un jour, alors que je regardais l'océan, je me suis rendu compte que bientôt, si nous n'agissions pas, ce superbe paysage n'existerait plus à cause de la montée des eaux. Je me suis demandé si les jeunes autour de moi étaient conscient-e-s des conséquences du changement climatique et du fait que ce dernier risquait d'affecter irrémédiablement leur vie.

Je ne voulais pas rester sans rien faire alors j'ai contacté l'UNICEF Brésil et j'ai sollicité les élu-e-s des mairies alentours et les chefs d'établissements scolaires pour que des discussions dans les écoles aient lieu sur cette problématique. Et ça a marché. Au bout de six mois, je suis intervenue dans une quarantaine de classes pour parler à des élèves d'âges différents et issus de tous les milieux sociaux. Lors de ces échanges, beaucoup de projets ont émergé, et à ma grande surprise, toutes les idées provenaient des élèves eux-mêmes. Pourquoi les adultes persistent-ils à dire que les jeunes sont totalement désintéressés et qu'ils sont inactifs? Mon but aujourd'hui est de montrer qu'il suffit de les informer et de leur donner les ressources nécessaires pour agir. Pendant ces semaines passées à parler avec des jeunes, j'ai compris que nous pouvions accomplir de grandes choses.

De nombreux projets se sont concrétisés. Les enseignant-e-s et les mairies ont aidé les établissements à réaliser des semaines de sensibilisation sur le changement climatique. Certains ont même mis en place des dispositifs pour que leur cantine s'inscrive dans la dynamique du « zéro déchet » et des jeunes se sont organisés pour créer, inventer et innover pour changer leur quotidien.



Je suis consciente que l'on n'a pas tout changé du jour au lendemain, mais il a suffi que nous discussions et que les adultes nous fassent confiance pour que beaucoup d'idées se concrétisent en actions. Après mon départ, ces initiatives se sont poursuivies et les jeunes sur place continueront à les mettre en œuvre et à faire en sorte que d'autres jeunes leur succèdent. Je souhaite que ce dialogue entre les adultes et les jeunes se développe, car nous faire confiance, c'est aussi s'assurer que nous aurons toutes les clés en main pour préparer notre avenir. •



Pendant mon année de césure, j'ai aidé l'UNICEF Brésil en 2015 à mettre en place le dispositif U-Report, qui interroge les jeunes sur les grands sujets de société. Les résultats de ces sondages servent ensuite à interpeller les pouvoirs publics. L'objectif est de donner à ces jeunes la possibilité de remédier aux problèmes qu'ils rencontrent. Au moins 400 jeunes y ont pris part dans la région dans laquelle j'habitais. Beaucoup ont ensuite pu relayer les résultats de ces sondages aux autorités locales lors des réunions de Conseils de jeunes.



Célia Chenin, 18 ans, est étudiante en première année à Sciences Po. Jeune ambassadrice de l'UNICEF, elle a participé à la COP21 en 2015 à Paris et a rencontré Nicolas Hulot à cette occasion.

@CheninCelia

unicef 
pour chaque enfant

Dans mon lycée, il a suffi de six actions pour changer les choses

Vice-présidente du Conseil de la vie lycéenne dans son établissement de la région parisienne, Laura Bellois s'est engagée en faveur du développement durable et participe au quotidien à la mise en œuvre d'actions innovantes et fédératrices dans son lycée.

Il est nécessaire que la jeunesse se mobilise pour construire l'avenir. C'est pour cela que le lycée Paul-Émile Victor d'Osny et son Conseil de la vie lycéenne entreprennent de nombreux projets en faveur du développement durable en mettant la jeune génération au cœur de cette réflexion. Cette démarche rencontre un véritable succès. Elle a permis de créer une dynamique grâce à des élèves impliquée-s, ce qui a amélioré le climat scolaire, créé un sentiment d'appartenance et une volonté commune de faire aboutir ces projets.

Parmi les actions entreprises, un potager pédagogique a été mis en place. Celui-ci permet de promouvoir la culture du bio, du local et des circuits courts. Il s'intègre dans une volonté globale du lycée de promouvoir une agriculture durable au quotidien. Ce potager est plus largement un outil d'éducation à la citoyenneté car on aborde par ce biais des questions liées au respect de l'environnement et des écosystèmes.

Pour valoriser les relations intergénérationnelles, nous avons développé une importante collaboration avec une résidence sénioriale et une école maternelle de la ville. Des rencontres régulières au lycée permettent de réfléchir ensemble sur le développement durable et, pour les plus jeunes, d'apprendre de leurs aînés.

Avec l'installation d'un poulailler, nous avons poursuivi les initiatives lancées par le chef de cuisine Cédric Guibert sur la gestion des déchets alimentaires. Depuis plusieurs années, il lutte contre le gaspillage et encourage le tri sélectif. Nous avons également mis en place une collecte de bouchons de bouteilles au profit de l'association *Les bouchons de l'espoir*, qui finance des fauteuils *handi-bike* pour rendre le sport accessible à tou-te-s. Grâce à cette initiative, nous travaillons



Enfants au potager
© Laura Bellois

à la fois sur le tri sélectif et sur des notions de solidarité et de partage, qui sont à nos yeux très importantes.

Toujours dans cette optique, nous avons mis en place au sein du foyer des élèves une bibliothèque troc de livres afin d'insister sur les valeurs d'échange et d'ouverture culturelle pour tou-te-s, dans le respect de l'environnement.

Ces six actions ont apporté un changement concret dans la vie de centaines de personnes et l'engagement de dizaines de jeunes prouve que ce sujet nous touche et nous pousse à agir. •



© Laura Bellois



Laura Bellois, 17 ans, est en terminale ES. Très engagée dans la vie de son lycée, elle est U-Reporter depuis avril 2017.

@laura_bellois

Tout le monde peut faire un effort, en commençant par des choses simples

Éco-déléguée dans son lycée en région parisienne, Lee Ann Michel veut être force de proposition pour les jeunes de son établissement afin de changer les habitudes pour que tou-te-s adoptent des comportements plus vertueux envers l'environnement.

Il y a encore peu de temps, je ne connaissais pas du tout le sujet du changement climatique. Mais une enseignante nous a montré plusieurs vidéos relatives à cette question et les chiffres mis en avant m'ont particulièrement touchée. J'ai pris conscience qu'il y a urgence à agir vite et que nos actes ont des conséquences directes sur l'environnement.

Je me suis renseignée de mon côté et j'ai découvert la youtubeuse Laetitia Birbes, qui a lancé sa chaîne et son blog *Le corps, la maison, l'esprit*. Elle pratique le zéro déchet, c'est-à-dire qu'elle a totalement changé de mode de vie pour ne plus utiliser d'emballages et réduire au maximum sa consommation. C'est l'une des personnes qui m'a fait évoluer. J'ai commencé par agir chez moi, en triant mes déchets, en économisant l'eau et l'électricité. Mon père, qui pratique la permaculture, a été très content que je m'engage dans le même sens pour la planète.



J'ai voulu que l'on mène aussi des actions dans mon lycée, qui a été labellisé E3D (Établissement en démarche de développement durable). J'ai été élue déléguée de ma classe et comme neuf autres élèves du lycée, j'ai voulu devenir une éco-déléguée. Je lance des projets liés au développement durable en demandant l'utilisation de papier recyclé, en incitant à utiliser le moteur de recherche Ecosia, qui utilise une large partie de ses bénéfices pour planter des arbres dans plusieurs pays. Pour motiver les autres élèves à l'utiliser au quotidien, je leur fais remarquer qu'il s'agit d'un moteur de recherche comme les autres, sauf qu'il y a un geste positif en plus. Plus nous serons nombreux à l'utiliser, plus nous pourrions changer les choses.

J'aimerais également que les élèves de mon lycée pratiquent le tri : il faut que les jeunes changent leurs usages concernant leurs déchets. À long terme, on pourrait même faire du zéro déchet. Pour l'instant, la direction du lycée nous laisse gérer les projets seuls, mais elle sera certainement plus impliquée si nous sommes beaucoup à participer à ces initiatives.

Pour les jeunes qui ne savent pas quoi faire pour changer les choses et qui cherchent par quoi commencer, je leur conseille de faire des efforts de leur côté. Il suffit de débiter par des choses simples comme faire le tri et jour après jour faire attention à sa consommation en eau et en électricité. Ces gestes de base peuvent vraiment améliorer les choses. •



Lee Ann Michel, 18 ans, vit en région parisienne. Engagée en faveur de l'écologie et de la biodiversité, elle est éco-déléguée dans son lycée. Elle est U-Reporter depuis avril 2017.

@leeann_michel

unicef 
pour chaque enfant

Changement climatique : on ne peut pas rester sans rien faire

Emmanuela Shinta a lancé le mouvement Youth Act Campaign pour lutter contre les fumées toxiques qui empoisonnent la vie de son peuple indigène, les Dayaks. Ceux-ci vivent dans les forêts du Kalimantan central, en Indonésie.

J’ai assisté à ce que certaines personnes qualifient de pire catastrophe environnementale du XXI^e siècle : les fumées toxiques dans le Kalimantan central, en Indonésie, en 2015.

Les flammes ont ravagé ma terre natale. Des bébés et des enfants hurlaient en essayant de respirer. Des mères essuyaient leurs larmes pendant qu’elles amenaient leurs enfants à l’hôpital. Des pères étaient submergés et tentaient d’éteindre le feu qui dévorait leurs plantations et leurs foyers. Je l’ai vu de mes propres yeux. Le sommeil m’échappe à chaque fois que je me souviens de la façon dont les gens avaient soif d’oxygène, mouraient à cause de l’air empoisonné et n’avaient aucun endroit où aller pour s’abriter de cette épaisse brume. C’est pour cela que j’ai voulu changer les choses.

C’est ainsi qu’a été lancé le mouvement Youth Act Campaign le 2 mars 2016. Notre devise : « *Nous ne sommes que des gens ordinaires, mais nous refusons l’idée de rester sans rien faire.* » Nous mobilisons des jeunes du Kalimantan central pour qu’ils et elles s’impliquent activement dans la lutte contre les feux de forêt et les fumées toxiques. Ces incendies ont éclaté chaque année ces vingt dernières années.

Tandis que notre mouvement grandissait, nous nous sommes concentré-e-s sur la nécessité de sensibiliser le plus grand nombre dans la région de Palangkaraya, la capitale du Kalimantan central, et les îles environnantes pour informer les gens sur les phénomènes climatiques qui affectaient nos vies. Nous avons organisé des séminaires, des projections de films, des débats au sein de 27 communautés, écoles et universités. Nous avons souligné l’importance de l’engagement des jeunes dans ce mouvement. Nous avons recueilli des histoires et réalisé des vidéos pour éduquer et convaincre.

Au-delà de ces missions de sensibilisation, nous avons assuré l’entraînement de 28 jeunes volontaires pour les faire entrer



Emmanuela, à gauche sur la photo, lors d’un entraînement de jeunes pompiers volontaires.
© Emmanuela Shinta

dans la Brigade des jeunes sapeurs-pompiers. Ces jeunes sont désormais en mesure d’intervenir immédiatement quel que soit l’endroit où survient un incendie. Nous avons aussi mis en place un service d’aide aux victimes des fumées toxiques en distribuant du matériel (des masques et des bouteilles d’oxygène), en proposant une assistance médicale avec des médecins et des infirmière-e-s de la région, et nous avons construit un abri contre la fumée qui peut sauver jusqu’à 40 adultes et 60 enfants.

J’ai eu l’honneur de représenter Youth Act Movement à des événements nationaux et internationaux. Mon documentaire sur les incendies, les fumées toxiques et Youth Act Movement, intitulé « *Quand les femmes luttent* » a été projeté au Freedom Film Festival de 2016 à Kuala Lumpur, et à l’ASEAN People Forum de 2016 à Dili, au Timor oriental.

Notre mouvement ne s’arrêtera pas tant que le Kalimantan central ne sera pas libéré des feux de forêt et des fumées toxiques. Le changement climatique existe ! Le Kalimantan était autrefois un des poumons du monde, mais il est devenu l’un des plus gros contributeurs en oxyde de carbone. Cela me touche directement car c’est ma terre natale, un endroit où mon peuple, les Dayaks, vit. Nous, les indigènes, connaissons depuis longtemps cet environnement et nous dépendons de la forêt. La perdre, c’est perdre notre culture et notre identité et c’est pour cela que nous luttons pour sa préservation. •



Emmanuela Shinta a 25 ans. Réalisatrice et militante, elle a mis ses compétences au service de la lutte contre le changement climatique et a contribué à fonder le mouvement Youth Act Campaign en Indonésie.

@EmmanuelaShin

unicef 
pour chaque enfant

20

Isabelle Guitton et Alric Baral

Le moment est venu d'oser

Berceau des générations futures, conscientes de leur plus grande précarité les exposant aux aléas et menaçant leur santé, les femmes appréhendent les enjeux de changement climatique avec une vision souvent plus holistique et sur le long terme que les hommes.

Ce n'est donc certainement pas un hasard qu'un nombre croissant de femmes occupe désormais les devants de la scène pour inciter au changement dans la lutte contre le réchauffement : directrices de la RSE (responsabilité sociétale des entreprises), présidentes d'ONG, actrices de la sphère politique...

Dans notre réseau qui a pour vocation les échanges professionnels et le partage d'expériences depuis quinze ans, identifier des femmes pour parler du développement durable n'a jamais été un problème, bien au contraire. C'est un sujet dont elles ont été les premières à s'emparer, notamment au niveau des entreprises et de la sphère politique.

Rien n'était gagné d'avance. Non seulement les décideurs n'étaient absolument pas sensibilisés aux questions liées

au climat (et ne le sont toujours pas assez), mais beaucoup d'hommes avançaient que le sujet n'intéressait personne, c'était un moyen pour les femmes de progresser dans leur hiérarchie.

Pourtant, quiconque s'est essayé à convaincre un climat-sceptique sait qu'il faut une énergie phénoménale pour ne pas avoir envie de baisser les bras – surtout si ce climat-sceptique est votre PDG, soutenu par son comité exécutif!

Saluons ces femmes qui osent, qui se battent. Saluons aussi ces hommes qui les soutiennent (notre association, ouverte aux femmes et aux hommes, peut en attester).

La question n'est plus de savoir si nous pouvons éviter les changements climatiques mais comment nous allons nous y adapter.

Les femmes ont un rôle majeur à jouer car leur situation plus précaire dans le monde les rend plus vulnérables. Il faut alors oser y croire, oser aller de l'avant, oser vouloir changer. Les modifications des pratiques et des comportements pour un monde plus durable passeront par là. •



Isabelle Guitton est Présidente de *Femmes et développement durable*, avocate chez Avistem et **Alric Baral** est Vice-Président de *Femmes et développement durable*, responsable communication et engagements sociétaux chez Generali.

21

Cyrielle Hariel

@CyrielleHariel

Militante, survivante, "taper sur le coin de la table", colère des images...

Ma vie a changé le jour où j'ai foulé le sol d'un des territoires les plus menacés au monde, le Bangladesh. Je n'oublierai jamais le regard de cette petite fille réfugiée Rohingyas au printemps 2014. Un regard lumineux et charbonneux gorgé à la fois d'enthousiasme à la vue

d'humanitaires et d'un profond désespoir. Un désespoir sans doute encore plus profond que celui que j'ai pu vivre en frôlant la mort quelques semaines après cette rencontre avec cette ethnie, l'une des plus persécutées au monde. Ma vie dépendait d'une malformation cardiaque que →

21 Cyrielle Hariel (suite)

→ des chirurgiens ont su prendre en charge à temps en me posant une prothèse en guise de valve. La sienne relève de décideurs politiques. En quelques mois mon problème de santé s'est pérennisé, le sien est toujours d'actualité et le sera sans doute encore malheureusement trop longtemps. Sa famille n'a pas d'avenir et le pays dans lequel elle survit est l'un des plus menacés au monde par la pauvreté du fait notamment des conséquences du dérèglement climatique. Née Rohingyas, son avenir qui n'en est pas un semble déjà tout tracé du fait d'un immobilisme politique... et près d'un tiers des Bangladais, quant à eux, sont menacés par la montée des eaux qu'affecte notamment Dacca, la capitale, ville côtière victime d'érosion de plus en plus chaque année.

Dans les terres ou sur le littoral, la population souffre, là-bas, ici et ailleurs. Mon cœur est révolté, bat plus que jamais la chamade avec cette envie de vouloir faire entendre la voie des plus vulnérables comme cette petite Rohingyas. Élus, agissez! Agissez pour cette communauté, pour nos frères et sœurs citoyens d'autres contrées qui sont eux aussi victimes de cette machine climatique qu'affecte chaque année encore plus d'êtres humains et notre biodiversité.

Cet attrait à l'humanitaire et à l'écologie est né petit à petit en moi en regardant évoluer les engagements humanistes de celui qui m'inspire depuis mon enfance, Michael Jackson. Qui ne se souvient pas de ces images bouleversantes post-Éthiopie dans *Man in the mirror* ou de cet hymne solidaire international *We are the world?* Voulant comprendre ce qu'il se passait loin de mon quotidien confortable, j'ai eu envie d'aller sur le terrain et de comprendre les complexes problématiques humanitaires. Le dernier rapport du HCR estime qu'il y a plus de 65 millions de réfugiés dans le monde, soit la population du Royaume-Uni. Une tragédie mondiale stimulée par des conflits et des guerres ainsi que par le dérèglement climatique dont l'Asie est de loin la région la plus touchée au monde. Parmi ces déplacés, les réfugiés environnementaux occupent la première place en termes de nombre étant deux voire trois fois plus nombreux suivant les années.

Le climat est donc une problématique vitale de premier plan qu'il est important de prendre en considération par tous les chefs d'État du monde ainsi que chaque citoyen. Il n'y a

certes pas de Plan B car il n'existe pas de planète B comme le soulignait très justement Ban Ki-Moon à l'approche de la COP 21. L'humanité doit donc s'affranchir dès à présent d'une vision long-termiste afin de préserver l'environnement et la qualité de vie de ses futures générations. Avec la révolution cognitive, l'*Homo Sapiens* a su s'émanciper et prendre le pas sur les autres espèces grâce à sa capacité de coopérer avec des masses d'étrangers pour aboutir à des objectifs communs. Aujourd'hui l'homme moderne, avec l'essor de nouvelles technologies, devenu connecté, performant et ultra-informé doit à son tour s'unir face à ce défi majeur du XXI^e siècle afin que notre planète soit plus que jamais durable et égalitaire pour la survie de chacun!

Au même titre que les peuples indigènes, les femmes dans la population active mondiale sont les premières victimes des catastrophes environnementales et pourtant, souvent vulnérables, elles font partie des pays les moins pollués. Les solutions durables existent, l'entraide internationale doit insuffler une intention plus conséquente sur leur protection pour la sécurité alimentaire et l'économie mondiale.

Agissons ensemble de manière solidaire et durable pour préserver Mère Nature et nos femmes! « *Quand on attaque la nature, on attaque les femmes* » Vandana Shiva.

Il y a une féminisation de la pauvreté. Le changement climatique est synonyme de menace sur notre production agricole mondiale, notamment sur les cultures familiales souvent gérées par les mères de famille, donc les femmes. Au fil du temps les distances se rallongent, l'eau, le bois étant toujours de plus en plus loin...

Les pays développés émettent, que ce soit de façon directe ou indirecte, des gaz à effet de serre... ce qui menace *de facto* les moins pollués mais sont en somme les premières victimes de ce dérèglement climatique. Ils nous affectent tous mais ceux qui sont en première loge sont les plus vulnérables et les moins pollués...

Il est temps d'agir et de tendre la main à nos frères – et surtout sœurs – humains afin de vivre dans ce même navire de façon plus durable et juste. Il faut dès à présent construire une économie plus humaine passant notamment par les femmes. •



Cyrielle Hariel est journaliste Green et Positive free-lance et chroniqueuse dans l'émission Ushuaia le mag sur Ushuaia TV. Fondatrice du blog www.cyriellehariel.com

#PourUnMondeMeilleur/ # MakeABetterWorld

22

Alain Houpert

Alain-houpert.fr

Catastrophe climatique, violence accrue sur les femmes

Introduire une division de genre parmi les victimes du dérèglement climatique peut *a priori* sembler étrange mais les faits sont là, rappelés lors des discussions de la COP21 à Paris. Au cœur de nombreux pays encore fortement ancrés dans des schémas économiques relevant de la tradition, les femmes et les jeunes filles sont en première ligne pour assurer la subsistance des groupes humains dont elles font partie. Ce sont elles qui puisent et amènent l'eau potable, cultivent la terre, prennent soin des troupeaux, etc. À ce titre, elles sont les plus expertes à mesurer les ravages induits par les changements climatiques sur leur environnement vivrier. Elles en sont également les premières victimes. Nombre de témoignages réunis dans ce livre blanc sauront l'expliquer bien mieux par la relation d'expériences sur le terrain. En tant que parlementaire français, c'est sur les volets particuliers de la violence faite aux femmes que j'aimerais vous transmettre mon ressenti.

Qu'un ouragan dévaste une île, qu'un tremblement de terre détruise une région montagneuse et les secours doivent hiérarchiser les urgences. Urgence sanitaire pour éviter les maladies contagieuses, soigner les blessés et les personnes choquées par la perte de proches et de leurs biens ; urgence alimentaire pour fournir eau et nourriture aux survivants ; urgence à remettre en route les réseaux, à déblayer les ruines et reconstruire des logements pour les réfugiés. Quand l'urgence est aux besoins vitaux, il est normal que les actions humanitaires se concentrent sur ceux-ci en oubliant pour un temps les programmes d'éducation. Or, dans les pays en voie de développement, qui sont déjà ordinairement les oubliées de ces programmes ? Les femmes, dont le rôle traditionnel est d'assurer la subsistance du groupe.

Or l'éducation est, dans de nombreux pays, la porte par laquelle pourrait naître l'émancipation des femmes de lois séculaires qui les maintiennent dans des schémas de soumission à l'autorité d'un père, d'un mari ou d'un chef de clan

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. » SIMONE DE BEAUVOIR

ainsi qu'à des pratiques mutilantes telle l'excision. La relation est tristement basique entre la violence du dérèglement climatique et une de ses conséquences sur les terrains exposés : les femmes et les jeunes filles, de plus en plus occupées à des tâches de subsistance dans un environnement devenu instable, plus pauvre et dangereux, ne sont plus aptes (ou autorisées) à suivre des programmes d'éducation.

Une autre conséquence, constatée sur le terrain et relatée par de nombreuses ONG est que, dans les pays dévastés par une catastrophe climatique, les femmes et les jeunes filles (comme les jeunes garçons) sont tout particulièrement exposées à des violences physiques : inondations, sécheresse ou famine désorganisent les systèmes de protection, isolent très souvent les femmes, les jeunes filles et les enfants, les rendant extrêmement vulnérables à toutes sortes d'abus : maltraitance, viols, prostitution...

Prendre aujourd'hui conscience de la violence faite à notre environnement, c'est aussi prendre conscience que derrière les statistiques des inondations, des ouragans, des tremblements de terre, des sécheresses, des épidémies et des famines, se dresse le spectre d'une dégradation mondiale des droits humains et en particulier ceux des femmes. Nous ne pouvons plus l'ignorer : notre dignité en tant qu'être humain est, désormais, de combattre cette menace pour bâtir dans le respect de chacune et de chacun un avenir commun. •



Alain Houpert est né en 1957 à Dijon, médecin-radiologue (en activité). Il est Sénateur de la Côte-d'Or depuis 2008, membre de la Commission des Finances au Sénat.

23

Nathalie Hutter-Lardeau

<http://www.atlantic-sante.info/>
nathalie@atlanticsante.fr

Acteurs de l'alimentation: responsabilisons-nous face aux enjeux du climat!

Lorsque j'ai commencé ma carrière de nutritionniste, la lutte internationale contre la pauvreté et la malnutrition battait son plein. Elle portait même ses fruits ! Les résultats présentés par l'ONU d'année en année montraient une régression de la faim dans le monde.

Malheureusement depuis 2006, la tendance s'est à nouveau inversée à cause du changement climatique et des conflits croissants. La malnutrition menace la santé de millions d'enfants et de femmes dans le monde.

Et pourtant nous vivons une situation paradoxale : alors que 15 % de la population mondiale souffre de la faim, 20 % de l'humanité est en surpoids ! L'Organisation Mondiale de la Santé parle même d'épidémie d'obésité... Face à ces enjeux démographiques, climatiques et alimentaires, tous les acteurs de la filière doivent se responsabiliser. Il faut remettre du sens dans les ressources et les choix alimentaires.

L'alimentation est un acte social du quotidien. Il évoque les notions de plaisir et de partage, communautaire et intercommunautaire. Il touche chaque individu de ce monde. La disponibilité des ressources et la qualité des aliments doivent être au cœur des enjeux de demain : nous devons sensibiliser les populations avec pédagogie et éveiller les consciences pour faire comprendre à quel point l'alimentation est essentielle à notre santé et à celle de notre famille !

Je suis persuadée qu'une approche mêlant santé humaine et santé environnementale est la clé de la réussite du secteur alimentaire de demain ; apporter aux individus une meilleure connaissance de leurs besoins, de l'équilibre alimentaire, de l'origine et de la valeur des ingrédients ; valoriser les professionnels qui produisent et transforment des aliments de qualité avec convictions et transparence.

Grâce à mon parcours et à mes nombreuses initiatives au sein d'Atlantic Santé, l'agence que je dirige, je rencontre des acteurs de la filière qui ont pris conscience de ces enjeux. J'observe en particulier une formidable énergie qui se libère des start-up agroalimentaires. Leurs engagements sont nombreux : respect de la planète, anti-gaspillage, bien-être animal, promotion d'une fabrication locale et authentique, mise à disposition d'une nourriture saine et sans substances polémiques, écoute attentive des attentes, prise en considération des besoins de personnalisation...

Cette dynamique apportée par les start-up est à l'origine d'un éveil des consciences auprès des autres entreprises : la filière commence à se responsabiliser et, je l'espère, poursuivra sur cette voie.

Acteurs de l'alimentation, ne l'oublions pas : l'enjeu d'une alimentation meilleure et accessible à tous est le bien-être de chacun et celui de notre planète! •



Photo : Marion Gaborit



Nathalie Hutter-Lardeau est nutritionniste. Elle a fondé l'agence Atlantic Santé, spécialiste de la communication nutrition & santé (développement d'un *call center* nutrition et gestion de crise, conseils en *health marketing*, formations des salariés et prescripteurs de santé). Elle est l'auteure de plusieurs ouvrages sur l'alimentation et la nutrition.

24

Alban Jarry

@Alban_Jarry

Égalité des chances?

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les pays occidentaux ont connu un tel essor qu'il est difficile pour leurs citoyens d'imaginer être confrontés en permanence à la guerre, à la famine, aux maladies ou plus généralement aux privations. Notre écosystème n'est que rarement soumis à ce qui se passe dans les pays défavorisés et ce ne sont pas les moyens de communication modernes qui nous permettent de nous décrocher pour imaginer la réalité du monde qui nous entoure.

Dans notre monde du XXI^e siècle, quelques événements sont cependant venus bouleverser notre quotidien sans toutefois révolutionner fondamentalement nos habitudes. Les attentats ont créé un climat d'insécurité, la dérégulation climatique nous a soumis au défi de limiter nos excès, mais, finalement, au quotidien nous pouvons estimer que nous sommes toujours relativement protégés à court terme.

Imaginer qu'elles auraient pu être les conséquences des récentes crues de la Seine dans un pays défavorisé, moins bien équipé, fait froid dans le dos car, ce que nous avons brièvement vécu, relève pour certains des événements récurrents et dont les conséquences sont à chaque fois

dévastatrices. Imaginer que notre système des eaux potables ait pu être atteint en plein cœur de Paris n'a provoqué que l'achat de bouteilles d'eau et un phénomène de stockage de cette denrée pour laquelle nous n'imaginons plus qu'elle puisse valoir de l'or et être vitale.

Au cœur de notre système, si l'eau était venue à manquer, si l'eau avait été polluée, nous aurions rapidement basculé dans cet autre monde qui n'est pas si éloigné de nous. Nous aurions été amenés à nous déplacer pour la collecter, nous aurions été confrontés aux maladies dont nous avons presque oublié les noms, nous aurions été confrontés à ce quotidien de femmes et d'hommes qui devrait attirer toute notre attention.

Les femmes ont « 14 fois plus de chance que les hommes de périr en cas de catastrophe naturelle ». Notre devoir est d'agir pour que l'égalité des chances soit respectée, pour que nos actes passés, présents et futurs n'accroissent plus à ces déséquilibres que nous connaissons aujourd'hui. À notre échelle, nous sommes tous responsables de ce qui se passe sur notre planète et chacun d'entre nous doit se mobiliser pour faire en sorte que l'égalité des chances soit universelle. •



Alban Jarry est Président Délégué et membre du comité scientifique sur le numérique et le big data de l'École Polytechnique d'Assurances, cofondateur de #i4emploi, intervenant à HEC sur les stratégies numériques, la communication, l'influence et les réseaux sociaux.

25

Chantal Jouanno

@Chantal_jouanno

Le droit pour les femmes de décider de leur avenir

Pour la COP 21 à Paris, nous avons souhaité au Sénat, avec l'Assemblée nationale et le Haut Conseil à l'Égalité, rédiger un manifeste sur le lien très spécifique femme et climat. Je m'étais déjà engagée sur une question mieux connue "Femme et eau". Or, l'enjeu "Femme et climat" est encore plus criant, même s'il est méconnu.

Les changements climatiques affectent profondément la qualité des sols, dégradent fortement les rendements agricoles, réduisent les ressources en eau, accélèrent les phénomènes climatiques extrêmes et les déplacements massifs de populations.

→

25 Chantal Jouanno (suite)

→ Or, 70 % des agriculteurs en Afrique sont des femmes ; la grande majorité des victimes de catastrophes naturelles sont des femmes ; 80 % des réfugiés dans le monde à cause des conflits sont des femmes et des enfants. Elles sont les premières victimes des changements climatiques et les grandes oubliées des négociations climatiques. 70 % des négociateurs sont des hommes et la grande majorité des financements publics internationaux bénéficie à des pouvoirs masculins.

Femmes victimes mais femmes d'avenir. Les réponses aux changements climatiques sont féminines. Elles ont une meilleure connaissance de leur environnement quotidien pour développer des stratégies d'adaptation, une plus grande préoccupation de la soutenabilité de leur environnement. Elles sont confrontées au défi de la survie.

Nombre d'études de la FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ou de l'OCDE ont chiffré les gains attendus par l'intégration des femmes

dans les politiques climatiques et la reconnaissance du droit à décider de leur avenir.

Au-delà des politiques climatiques spécifiques, toutes les initiatives contribuant à l'égalité des droits entre les femmes et les hommes auront un effet positif sur le climat. Les femmes ne mendient pas leurs droits, elles les revendiquent.

Mais pour reconnaître aux femmes cette place légitime, encore faudrait-il que les responsables politiques reconnaissent universellement aux femmes leur libre droit à décider de leur avenir. Hypothèse impensable qui remettrait en question le contrôle masculin du corps des femmes et leurs droits reproductifs.

L'insoutenabilité environnementale et sociale de notre modèle de développement n'est pas une fatalité. Il n'est que l'expression d'une société dominée par ses inégalités sociales et plus encore sexuées. Le refus de reconnaître aux femmes la libre disposition de leur corps n'est que la conséquence d'une société patriarcale. •



Chantal Jouanno est ancienne Sénatrice et ancienne Secrétaire d'État chargée de l'Écologie (2009) et des négociations du Grenelle de l'Environnement.

26 Honorine Koenig

Wallis et Futuna face aux changements climatiques

J'ai souvenir d'un reportage sur les Îles Tuvalu, où un habitant, les yeux remplis de larmes, était face à la montée des eaux dans son jardin, aucun mot et des pleurs, nous devons abandonner nos îles pour un pays d'asile.

Je suis née à Wallis et Futuna. Nous, les femmes, avons pris les choses en main en créant des plantations de palétuviers, triant les déchets, créant des associations sensibilisant et portant notre voix. La femme du Pacifique intervient dans la construction et la préservation de notre patrimoine culturel et familial. Les dirigeants des pays industriels, n'oubliez jamais, à chaque fois que vous prenez des décisions pour

la planète, de l'autre côté de la terre des femmes et des hommes laissent derrière eux leurs terres, leurs traditions, leurs cultures et leurs patrimoines.

Nos barrières de corail sont menacées, des bateaux pillant nos mers en prélevant les espèces protégées ou qui nourrissent les populations autochtones. Les cyclones sont de plus en plus fréquents et lors de périodes où il n'y en avait pas, causant de sévères destructions. À Wallis et Futuna, nous avons beaucoup fait évoluer certaines choses comme la culture de nouvelles variétés de racines pour s'adapter aux changements climatiques en gardant notre culture culinaire. →

26 Honorine Koenig (suite)

→ Le réchauffement climatique ne se règle pas dans une salle où les intervenants pensent tout révolutionner. Voyez nos difficultés, nos richesses, nos patrimoines, intégrez-nous, consultez-nous, intéressez-vous à nous. Je suis une femme engagée politiquement et je me dois de porter la voix de

toutes les femmes de mon territoire et du Pacifique pour nous faire entendre. Femmes de Wallis et Futuna, femmes du Pacifique, tissons ensemble la natte océanienne pour que nos enfants puissent un jour dire « *merci à nos ancêtres de nous avoir protégés* ». •



Originaire de Wallis, **Honorine Koenig** est élue conseillère municipale à la mairie des Mureaux en 2014 et ambitionne de devenir un jour la première femme députée de Wallis et Futuna.

27

Naima Korchi

africawomensforum.org

Les femmes, le climat et la paix

Comme dans beaucoup de préoccupations touchant la survie même de l'humanité, les femmes sont les premières victimes, alors qu'elles ne sont jamais, ou très rarement, les responsables de ces catastrophes. Il en est de même pour le climat.

Les récentes catastrophes naturelles ont montré que la majorité des victimes, des déplacés, voire de réfugiés dits climatiques sont des femmes et des enfants.

Et pourtant les femmes jouent un rôle crucial dans la prévention de l'environnement. Dans beaucoup de pays, et notamment dans le monde rural, part non négligeable, ce sont les femmes qui ont la charge d'aller chercher les ressources vitales telles que l'eau, le bois, la nourriture. Le travail sur le terrain démontre combien les femmes gèrent ces ressources avec responsabilité et solidarité.

Or les femmes, du fait de leur faible représentativité dans les grandes sphères de pouvoir, nationales ou internationales, dans l'économie ou le politique, n'ont

pas de prise sur les décisions ayant un impact grave sur l'environnement.

Ceci est d'autant plus préoccupant que, de nos jours, ces changements climatiques ne s'arrêtent plus au problème de pollution mais menacent la paix et la sécurité mondiales. La prochaine cause des conflits sera certainement en lien direct avec la pénurie des ressources naturelles. On parle déjà de guerre de l'eau, demain ce sera la guerre pour la terre.

En Afrique, continent que je connais bien, la Femme plus qu'ailleurs joue un rôle fondamental, y compris dans la préservation de l'environnement.

C'est afin de renforcer le rôle de ces femmes extraordinaires que j'ai fondé en 2014 le *Africa Women's Forum*. Le plaidoyer de ce forum, auquel ont déjà participé des leaders de plus de trente pays africains, est de renforcer le leadership des femmes et également la coopération des États par les femmes afin qu'elles soient pleinement décisionnaires dans toutes les politiques qui impactent leur avenir. •



Naima Korchi est Juriste Internationale, Présidente du *The Africa Institute* (Basé au Maroc), Fondatrice/Présidente du *Africa Women's Forum*. Elle est ancienne membre du Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (ONU).

28

Véronique Lacam-Denoël

État de santé des femmes en France en 2017

À travers ses rapports successifs sur l'*État de santé de la population en France*¹, la DREES lève le voile sur la situation sanitaire de la France. Le rapport publié en mai 2017 dresse un bilan à la fois positif mais inégalitaire de l'état de santé des Français, mettant l'accent sur des groupes de population plus vulnérables dont font partie les femmes.

En 2015, le record de l'espérance de vie à la naissance des femmes en Europe est tenu par la France avec une espérance de vie de 85 ans, supérieure à celle des hommes (78,9 ans) mais en recul par rapport à 2014 (85,4 ans). Des facteurs conjoncturels expliquent ce recul comme les variations climatiques avec notamment les épisodes de canicule de 2015 durant lesquels 65,4 % des décès ont concerné les plus de 75 ans² ou encore l'épidémie de grippe hivernale de 2014-2015 (90 % des décès ont concerné des personnes de plus de 65 ans³). L'impact de ces épisodes est accentué par des facteurs structurels comme la fragilisation de la population âgée qui concerne plus particulièrement les femmes ; elles représentent en effet plus des 2/3 des plus de 85 ans en 2016. Plus globalement, parmi les déterminants liés à l'environnement et au changement climatique, l'impact de la pollution de l'air mesurée par le dépassement des valeurs recommandées par l'OMS constitue un enjeu de santé publique majeur. Le respect de ces valeurs partout en France continentale permettrait d'éviter 17 700 chaque année. Le gain serait en moyenne de 7 mois d'espérance de vie à 30 ans dans les communes de plus de 100 000 habitants, sans compter l'impact probable sur la prévalence de pathologies (maladies cardiovasculaires, respiratoires ou encore neurologiques, et cancers)⁴.

Si le taux de fécondité reste l'un des plus élevés des pays industrialisés avec 1,96 en 2014 contre 2,03 en 2013, on observe un recul progressif de l'âge moyen à la naissance, stabilisé légèrement au-dessus de 30 ans depuis 2013. La part des mères de plus de 40 ans reste encore minoritaire à 5,1 % des naissances mais elle a été multipliée par 5 depuis 1980. Ces deux phénomènes risquent à terme de développer de nouveaux enjeux pour la santé reproductive de la femme. S'agissant de l'impact de la pollution sur la fertilité, aucune étude n'a encore été publiée en France. Une recherche menée aux États-Unis, suggère quant à elle que les femmes vivant à

moins de 200 mètres d'un grand axe routier avaient 1,1 fois plus de chance d'avoir des problèmes d'infertilité⁵.

Même s'il existe toujours une surmortalité masculine, la diminution de la mortalité est plus conséquente chez les hommes que chez les femmes avec une réduction respective de 20,2 % contre 18,3 % entre 2002 et 2013. Les principales causes de mortalité chez les femmes sont constituées par les maladies cardio-vasculaires suivies par les tumeurs malignes en particulier du sein et des voies respiratoires. Entre 2002 et 2013, on observe même une augmentation de 49,2 % de la mortalité prématurée liée aux cancers des voies respiratoires chez les femmes alors qu'elle diminue de 18,9 % chez les hommes. Cette évolution différentielle entre les sexes est notamment due aux changements de comportement des femmes : leur consommation journalière de tabac est passée de 23 % à 24,6 % entre 2005 et 2014, les comportements d'ivresses répétées chez les 18 à 25 ans de 14 % à 21 % entre 2010 et 2014, le surpoids de 32,2 % à 36 % entre 2008 et 2014 et l'obésité de 9,8 % à 11,7 % entre les mêmes années.

Concernant le taux d'activité des femmes de 15 à 64 ans, il est de 67,6 % en 2015 contre 74,7 % pour les hommes alors que sur la même année, 67,5 % des femmes de 35-44 ans ont obtenu leur baccalauréat contre 58 % des hommes. En 2014, le revenu annuel moyen d'un homme est plus élevé de 23,8 % que celui d'une femme, renforçant leur vulnérabilité économique⁶.

Ainsi, les femmes bénéficient encore d'un meilleur état de santé que les hommes en France en 2017. Mais les évolutions récentes en termes d'expositions aux risques et de modification des comportements tendent à réduire l'écart entre les deux sexes. Les vulnérabilités économiques et sociales des femmes doivent être prises en compte pour améliorer leur accès aux soins et leur état de santé. •

1. Rapport « État de santé de la population en France » publié par Santé publique France et la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, mai 2017.
2. « Bilan au 15 septembre 2015 des épisodes de canicule survenus à l'été 2015 », Bulletin épidémiologique de l'Institut de Veille National (InVS), 09/10/2015
3. « Grippe - Bulletin de la saison 2014-2015 », Bulletin épidémiologique de l'Institut de Veille National (InVS), 22/05/2015.
4. « Impacts de l'exposition chronique aux particules fines sur la mortalité en France continentale et analyse des gains en santé de plusieurs scénarios de réduction de la pollution atmosphérique » Santé Publique France Juin 2016.
5. S. Mahalingaiah, J.E Hart et al, « Adult air pollution exposure and risk of infertility in the Nurses' Health Study II », Human Reproduction, Vol. 31, No. 3, 2016.
6. Femmes et hommes, l'égalité en question, édition 2017 - Insee Références.



Véronique Lacam-Denoël, fondatrice du cabinet Proxicare en 2014, spécialiste de la Santé, elle a été Directrice Générale Adjointe de Viamedis, Directrice e-santé et services médicalisés du Groupe Malakoff Médéric et Directrice Générale de Vigisanté.

29

Catherine Ladousse

@InterElles @CatLadousse

Le Cercle InterElles se mobilise en faveur des femmes face aux changements climatiques

Lutter contre le réchauffement climatique est une responsabilité qui incombe à chacun d'entre nous, femmes et hommes de toutes générations. Il s'agit de notre avenir et de celui de nos enfants.

Aujourd'hui, une attention particulière est portée à l'impact sur la vie des femmes de ces changements climatiques qui creusent les inégalités, notamment dans les pays en difficultés. D'où la mobilisation des réseaux féminins à laquelle nous sommes fières de participer au sein du Cercle InterElles.

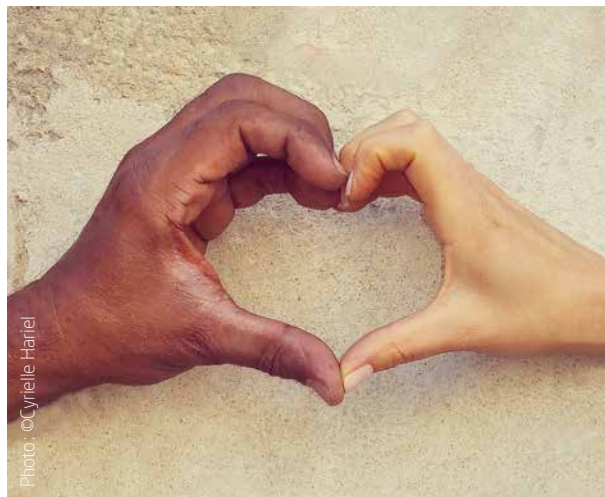
Certes, dans le confort de nos vies personnelles et professionnelles, nous ne sommes pas aussi gravement confrontés aux aléas de ces changements climatiques dans notre quotidien, mais nombre de nos entreprises opèrent dans des pays où les femmes connaissent des conditions de vie plus rudes et nous nous sentons solidaires de leur sort et de leur avenir.

Le Cercle InterElles regroupe les réseaux de femmes et d'hommes de quatorze entreprises dans l'environnement scientifique et technique, engagées pour lutter contre les inégalités de tous types et en faveur de la mixité. Depuis plus de quinze ans, ces réseaux œuvrent pour aider les femmes à progresser dans leurs carrières dans un environnement largement masculin. L'équilibre de vie, les modèles de management, la parentalité, la lutte contre les stéréotypes, le mentorat, les filières techniques : au fil des ans, le Cercle a étudié ces différents sujets, livrant le résultat de ses travaux lors de sa conférence annuelle.

Les femmes et hommes du Cercle InterElles se mobilisent aujourd'hui pour soutenir celles et ceux qui se préoccupent des questions touchant la santé et le climat en lien avec les femmes. C'est dans cet esprit que nous avons signé l'appel

lancé à l'occasion de la COP 21 par SupplémentdElles et Femmes & Développement Durable dont nous saluons l'action et l'engagement. Désormais nous sommes solidaires et convaincus de poursuivre cet engagement afin que les femmes ne soient pas, une fois de plus, les premières victimes des chocs climatiques.

Il nous appartient de construire ensemble un avenir plus égalitaire dans un monde mieux équilibré, en harmonie avec la terre que nous habitons et qu'il nous faut préserver pour les générations futures. •



Catherine Ladousse est co-fondatrice et Présidente du Cercle InterElles créé en 2001. Il compte désormais 14 entreprises industrielles et technologiques : Air Liquide, Areva, Assystem, CEA, ENGIE, GE, Gemalto, IBM, Intel, Lenovo, Nexter, Orange, Sanofi, Schlumberger. Elle est Directrice Exécutive de la communication Lenovo Europe, Moyen Orient, Afrique.

30

Sarah Manta

Genre, dérèglement climatique et urbanisation: le triangle oublié

La lente intégration du genre, de Rio, Cancùn, Doha, Lima, Paris, Marrakech, à Bonn...

Les femmes assument 66 % du travail effectué dans le monde et produisent 50 % de la nourriture mais ne perçoivent que 10 % des revenus. Elles possèdent seulement 1 % des biens fonciers. Les femmes s'acquittent des deux tiers des heures de travail dans le monde! Quel que soit le pays, elles consacrent davantage de temps que les hommes au travail non rémunéré avec un écart de 2,5 heures en moyenne par jour et en moyenne 3,4 heures non rémunérées par jour. Le travail domestique des femmes représente ainsi 60 milliards d'heures non comptabilisées dans le PIB. Ainsi, la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, réunie en 2009 par Joseph Stiglitz, préconisait la nécessité de mettre en place des indicateurs plus larges pour l'activité économique des ménages (contrairement aux méthodes de calcul actuel du PIB qui ne tient pas compte du travail féminin non rémunéré...). Le dérèglement climatique accentue et accélère déjà l'exode rural et l'urbanisation massive. Or, les estimations des agences onusiennes nous indiquent que, d'ici 2030, 67 % des habitants seront dans des villes, 2 milliards vivront dans un bidonville et une majorité d'entre eux seront des femmes. De plus, des défis spécifiques s'imposent aux villes côtières : augmentation brutale des températures, du niveau de la mer et augmentation des tempêtes tornades. 65 % des villes de plus d'1 million d'habitants sont situées sur les côtes et dans des zones qui seront sous la mer ou salinisées (UNEP & UN-Habitat, 2005) et 90 % des besoins énergétiques des foyers reposent encore actuellement sur les femmes (recherche du bois de chauffage, eau, etc.) dans la plupart des régions du monde.

L'équation dramatique est donc la suivante: D'ici 2030, **les habitants pauvres des villes qui vont manquer d'alternatives énergétiques seront majoritairement des femmes, alors qu'elles sont simultanément les principales productrices de revenus informels et de ressources naturelles énergétiques et non rémunérées!**

Qu'il s'agisse d'améliorer l'éducation dans le monde en développement, de lutter contre le changement climatique à l'échelle de la planète ou de quasiment n'importe quel autre problème, renforcer leur pouvoir d'action constitue un élément essentiel de l'équation.

Face au changement climatique, l'invisibilité des enjeux de genre dans les politiques publiques urbaines induit un risque bien réel : l'accentuation de ce qu'on peut appeler un développement différencié, d'une résilience différenciée – ou encore un développement à deux (voire trois ou quatre) vitesses.

Depuis des décennies, on constate une double omission. D'une part, la question du genre fait partie (même de manière imparfaite) des politiques et programmes pour le développement des zones rurales dans les pays des Suds. En revanche, cette dimension n'est toujours pas prise en compte dans la planification et la gestion des villes. D'autre part, les politiques de lutte contre les changements climatiques se concentrent sur les territoires ruraux et n'ont pas encore pris la mesure entière des implications des dérèglements climatiques dans les espaces urbains et en forte voie d'urbanisation.

À *Genre en Action*, nous défendons l'idée qu'une approche sensible au genre rend les politiques climatiques plus justes et équitables, en prenant en compte le fait que les personnes les plus démunies sont aussi souvent celles qui émettent le moins de rejets carbone mais qui souffrent le plus des changements climatiques. Les femmes sont parmi ces personnes.

La santé est un domaine où les effets négatifs des changements climatiques sur les femmes s'observent aisément dans les villes : à cause des inondations récurrentes, les maladies hydriques et épidémies sont en recrudescence. On note aussi des reprises de malaria dans des zones où elle avait été éradiquée. Les infrastructures de santé sont en péril, à la merci des crues, et leur accès devient plus difficile. Quand la santé des membres du ménage se détériore, les femmes sont les premières à devoir trouver des solutions sanitaires et à devoir libérer du temps pour s'occuper des malades. Quand les changements climatiques créent des épisodes climatiques extrêmes, les capitaux physiques des femmes s'érodent : leurs échoppes, boutiques, stocks de marchandises sont endommagés, leurs revenus diminuent, réduisant leur capacité économique à se soigner. L'exode rural et la faiblesse des opportunités économiques qui s'offrent aux femmes tendent à augmenter leur vulnérabilité face aux violences machistes, et à accroître le recours au sexe tarifé qui les expose aux maladies et à la violence.

Les politiques d'urbanisation doivent répondre aux besoins et aux capacités de tous les citoyens et →

30 Sazrah Manta (suite)

→ **citoyennes** pour lutter contre les changements climatiques. Les femmes, comme les hommes, doivent être impliquées dans la prise de décision relative aux politiques climatiques, au niveau de la ville comme au niveau des environnements des villes. Ceci est non seulement un droit (en lien avec la gouvernance égalitaire des villes) mais aussi un facteur de pertinence des stratégies développées pour et dans l'espace urbain. L'intégration totale de la dimension sociale et de genre dans les politiques climatiques maximise leur effet et augmente l'accès des ressources pour tous/toutes.

Un autre point de plaidoyer concerne le fait que les politiques climatiques ne relèvent pas uniquement de la **technologie** mais aussi des questions sociales. Or, **les politiques d'atténuation du climat sont trop souvent axées sur des solutions scientifiques, économiques ou techniques** – comme la gestion technologique des services à travers des grilles numériques dans les *smart cities* ou les *eco cities*. Or, ces solutions ont (souvent) pour caractéristique d'être insensibles aux relations de pouvoir inégalitaires entre les femmes et les hommes qui entretiennent de fortes disparités dans l'accès aux ressources, aux informations, aux décisions, et dans la prise de décision des ménages face à ces nouvelles stratégies. Renforcer la résilience des villes via le développement et la mise en pratique de dispositifs genrés représente des solutions concrètes.

C'est pourquoi notre association a entrepris, de plusieurs manières, de mettre en avant l'importance de tenir compte des questions de genre dans les politiques de lutte contre les changements climatiques concernant les villes. Nous nous reconnaissons ainsi dans les revendications du programme de UN HABITAT sur l'intégration du genre dans les nouvelles perspectives urbaines¹.

Quelles sont les actions de notre association et réseau Genre en Action ?

Nous plaidons pour des réponses aux changements climatiques en milieu urbain qui tiennent compte de l'égalité femmes-hommes et des enjeux de genre. Deux actions concrètes illustrent notre position :

1. Intégration of a gender sensitive approach into local climate policy- la perspective urbaine (programme UN HABITAT):

- Les hommes comme les femmes ont le droit d'être impliqués dans la prise de décision relative aux politiques climatiques, au niveau de la ville comme au niveau des environnements des villes.
- Les politiques climatiques ne relèvent pas uniquement de la technologie mais aussi des questions sociales.
- Les politiques doivent répondre aux besoins et aux capacités de **tous** les citoyens, incluant les femmes comme les hommes, et les précaires comme les groupes marginalisés.
- Une approche sensible au genre rend les politiques climatiques plus

1 **Genre en Action a impulsé une réflexion** en partenariat avec le Développement Planning Unit de l'Université UCL (Londres) et avec le soutien de l'Institut Français de Londres autour du triangle invisible: « *Genre, Climat et Urbanisation* »:

Nous avons contribué à la réalisation d'un film qui tente de répondre à plusieurs questions :

- Qu'est-ce que le croisement de « genre, climat et urbanisation » peut apporter à notre compréhension de l'urbanisation, aux politiques de lutte contre les changements climatiques ou encore à l'égalité des femmes et des hommes ?
- Travailler dans ce « triangle » peut-il aider à affiner et même stimuler les revendications militantes en cours pour une réorientation des approches afin de dépasser la notion de résilience et aller vers une véritable justice climatique ?
- Est-ce que ce « triangle » peut nous aider à affûter les interventions stratégiques et la planification d'action stratégique dans notre « monde en voie d'urbanisation » ?



Claudy Vouhe, co-fondatrice et membre active de Genre en Action, est intervenue lors de plusieurs rencontres de la COP21 et a participé à l'élaboration du film sur « Genre, climat et urbanisation »¹ avec le DPU.

2 **Genre en Action a participé également au plaidoyer** « Féministes pour la justice climatique² » impulsé depuis la COP21 dont voici les principales revendications :

- Développer et diffuser le principe d'une **responsabilité commune mais différenciée!**
- Chiffrer l'impact financier des changements climatiques (ex : comment chiffrer l'érosion lente/rapide des capitaux des femmes?)
- Lutter contre les conflits et la guerre qui sont des facteurs aggravants de l'exode rural et souvent une résultante de conflits liés à la raréfaction des ressources ; →

justes et équitables, en prenant en compte le fait que ceux qui émettent le moins de rejets carbone sont ceux qui en souffrent le plus (plus vulnérables).

- L'intégration totale de la dimension sociale et de genre dans les politiques climatiques maximise leur effet et augmente l'accès des ressources à tous et à toutes.

1. Lien vers le film réalisé par *Genre en Action* et le DPU : <http://www.genreenaction.net/ville-genre-climat.html>

2. Lien vers l'appel des « féministes pour la justice climatique » : <http://www.genreenaction.net/COP22-Feministes-pour-la-justice-climatique.html>

30 Sazrah Manta (suite)

- • Identifier, chiffrer et lutter contre le travail domestique gratuit/care des femmes ;
- Renforcer les lois pour l'accès des femmes au foncier, au capital, au patrimoine à l'héritage, au droit à la terre ;
- Adopter au niveau institutionnel une double approche « genre » dans les politiques publiques (spécifique et intégrée) ;
- Placer le respect de l'ensemble des droits humains au centre de l'accord climat de Paris, y compris le droit à un environnement sain, à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire ainsi que les droits sexuels et reproductifs ;
- Assurer la parité décisionnelle dans tous les processus des négociations et mécanismes climat ;
- Incrire les principes des droits des femmes et de l'égalité dans l'ensemble des textes et mécanismes climatiques : atténuation (diminution des émissions de gaz à effet de serre), adaptation aux effets du changement climatique, pertes et dommages, technologies...
- Intégrer une perspective de genre et de budgétisation sensible au genre dans les mécanismes climat et toutes les stratégies climat énergie, de développement durable et les agendas 21 ;
- Mettre en place des évaluations documentées sur l'impact des initiatives publiques ou privées en matière de droits des femmes (ex. : agriculture intelligente, réduction des émissions par la déforestation ou la dégradation et REED +) ;
- Soutenir des modes de production et de consommation intégrant le genre !
- Financer l'égalité femmes-hommes et l'approche de genre :
 - Dans le cadre du fonds vert et des fonds d'adaptation climatique, affecter un pourcentage de l'aide aux organisations de femmes engagées dans la préservation de l'environnement et activités économiques soutenables, ainsi qu'à l'appui aux déplacées et réfugiées climatiques.
 - Affecter des moyens pour recueillir et valoriser les connaissances et savoir-faire des femmes, leurs pratiques locales, et pour favoriser les transferts de compétences. •

N.B. ◀ En 2016 : seulement 37 % des contributions mentionnent les femmes ou le genre ; et en 2013 selon l'OCDE, 29 % des financements bilatéraux comportent une dimension genre → Objectif 50 % d'ici 2018 → des expert.e.s doivent être formé.e.s sur le montage de ces projets !



Sarah Manta est spécialiste des questions de genre en France et à l'international auprès des Nations Unies et en poste au Ministère des Droits des femmes français. Membre actif de BPW (Business and Professional Women), GENRE en ACTION, WEF (Women Economic Forum) et de la coalition des femmes africaines et méditerranéennes contre le dérèglement climatique.

31 Françoise Morvan

@Françoisemorvan

Le respect des Droits et de la Santé sexuels et reproductifs (DSSR) pour toutes les femmes : un enjeu clé du développement durable

Développer l'autonomisation des femmes permet de renforcer leurs capacités à décider et à agir dans leur vie personnelle, économique et citoyenne. Parmi les facteurs essentiels à l'émancipation des femmes,

l'accès à leurs droits et aux services de santé sexuelle et reproductive, tels la contraception, l'interruption volontaire de grossesse et les services de santé pré et postnataux, renforce leurs capacités à décider pour elles-mêmes, →

31 Françoise Morvan (suite)

→ à disposer de leur corps et dans une certaine mesure à prévenir les violences à leur encontre. Les DSSR sont la condition première du processus d'autonomisation des femmes et ils sont, indéniablement, source de développement durable pour tous les États qui en font le choix.

Le développement durable, parce qu'il implique une triple exigence d'équité sociale, d'efficacité économique et de qualité environnementale, et qu'il impose le respect de principes fondamentaux parmi lesquels la solidarité et la participation de chacun(e) à l'effort collectif, ne saurait être réalisé sans les femmes.

Mais il est clair que les femmes ne peuvent devenir des actrices économiques à part entière que si elles sont en mesure de choisir le nombre d'enfants qu'elles souhaitent et le moment de les avoir.

L'accès des femmes et des filles à des services de planification familiale est donc un droit fondamental. Il est un levier déterminant pour leur épanouissement et par ricochet pour le niveau de développement de leur pays. Aujourd'hui le lien entre démographie et niveau d'éducation des femmes est reconnu. En Europe, l'inflexion de la croissance démographique a été structurée par l'accès à la contraception et à l'avortement, lié au niveau d'éducation des filles. Réciproquement, les femmes subissant des grossesses prématurées et/ou se succédant rapidement sont le plus souvent contraintes à l'abandon de leurs études et confrontées à un risque accru d'enfermement dans la pauvreté. Leur manque d'autonomie face à la sexualité et à la procréation et le peu d'influence qu'elles exercent sur les décisions sont autant de réalités sociales nocives pour leur santé.

Chaque personne doit avoir le droit et la possibilité de vivre une vie saine, productive et épanouissante selon Anand Grover, rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Le respect des droits et de la santé sexuels et reproductifs des femmes est un facteur-clé de la réussite de la mise en œuvre des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés en septembre 2015, par les États membres de l'ONU. Ils constituent l'Agenda du développement

durable à l'horizon 2030, centré sur les êtres humains, et dont l'objectif 3 sur la santé et l'objectif 5 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes visent à leur assurer l'accès universel à la santé sexuelle et procréatrice.

Ce programme a fait l'objet d'un long processus de consultations et de négociations intergouvernementales pour en déterminer les priorités en matière de financement. Les attentes sont donc immenses pour des millions de femmes, filles et garçons, de voir leurs DSSR respectés à l'échelle individuelle et globale et parvenir, ainsi, à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.

D'ici 2020, il s'agit par exemple de permettre à 120 millions de femmes et de filles supplémentaires d'utiliser des contraceptifs. Aujourd'hui, dans le monde, 225 millions de femmes ont un besoin non satisfait en contraception, notamment les plus vulnérables d'entre elles, les adolescentes.

Chaque année, 80 millions de femmes subissent des grossesses non désirées (souvent à la suite de violences sexuelles). 22 millions d'entre elles recourent à des avortements clandestins. 50 000 femmes meurent par an des suites de ces avortements représentant 13 % de la mortalité maternelle à l'échelle mondiale. Il s'avère urgent que les femmes et les jeunes filles puissent accéder à leur droit à interrompre une grossesse non désirée sans y exposer ni leur vie, ni leur liberté.

La responsabilité des États est donc clairement engagée dans les réponses aux besoins en termes de droits et de santé sexuels et reproductifs. Cette évolution positive dans la vie des femmes et des filles dépend directement de leur capacité à légiférer pour faire respecter les droits humains fondamentaux de leurs citoyennes et citoyens, au-delà des stéréotypes et des schémas culturels et religieux. Cette exigence inscrite dans les conventions internationales, d'une santé sexuelle épanouie et d'une fécondité maîtrisée pour les femmes, est capitale pour chacun des pays de notre planète afin de faire face aux défis du développement durable et répondre à ses exigences d'éradication de la pauvreté et de ralentissement du changement climatique, tout en garantissant l'Égalité entre les femmes et les hommes. •



Françoise Morvan est Présidente de la Coordination française pour le Lobby européen pour les femmes. Membre du Haut Conseil à l'Égalité Femmes/hommes et de la CNNDH.

32

Yveline Nicolas

Genre, climat, santé: articuler les politiques

2016 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée depuis les relevés de températures réalisés à partir de 1880, avec une hausse de 1 °C par rapport à l'époque préindustrielle. Les dérèglements climatiques ont un impact sur la santé et il devient urgent de sensibiliser sur ces enjeux et d'adapter les politiques publiques, qui doivent tenir compte des nouveaux risques : épisodes extrêmes (tempêtes, cyclones...), sécheresses et inondations, stress thermique des populations, extension de maladies à transmission vectorielle, pollutions accrues de l'air et de l'eau. L'Organisation mondiale de la santé, qui avait tenu en 2016 sa deuxième Conférence internationale sur la santé et le climat, dénombre 12,6 millions de morts par an dus à la pollution de l'environnement, dont la moitié liée à la pollution atmosphérique.

Le focus sur les effets directs des catastrophes climatiques ne doit pas occulter les impacts indirects des modes de production et de consommation non durables, qui sont à la fois générateurs d'émissions de gaz à effet de serre et de dégradation de la santé environnementale : dissémination de pesticides et de perturbateurs endocriniens par l'agriculture et l'alimentation industrielles, pollutions aux particules fines des transports, pollution sonore et visuelle liée à une urbanisation qui est, de plus, surconsommatrice d'énergie et de matériaux, etc.

Femmes et hommes peuvent être affectés de façon différente par tous ces facteurs, en raison de leurs rôles sociaux spécifiques et des inégalités d'accès aux ressources et aux processus décisionnels. Partout dans le monde, les femmes sont fortement représentées parmi les couches sociales les plus précarisées ou victimes de discriminations, et donc vulnérables aux perturbations environnementales. Partout elles assument gratuitement une surcharge de travail domestique et de soins aux enfants et aux proches, qui s'alourdit dans le contexte des maladies chroniques (allergies, asthme qui touchent de plus en plus d'enfants au Nord, paludisme au Sud), des épidémies, des canicules, des conflits, mais aussi d'aménagement des territoires mal conçu et de carences des services publics (inégalités foncières, constructions précaires sur le littoral, insuffisance des transports publics, de la gestion des déchets, de l'eau et de l'assainissement...).

Au Sud, les femmes et filles paient un lourd tribut à la raréfaction de l'eau douce, du bois, des terres cultivables, aux violences et trafics qui s'aggravent lors de catastrophes climatiques et de conflits armés liés à la compétition sur des ressources et minéraux. Les régions les plus pauvres, dont les habitant-es (particulièrement les femmes) émettent de très faibles quantités de gaz à effet de serre sont aussi les plus touchées : au Sahel la fréquence des orages extrêmes a triplé durant les trente-cinq dernières années, causant des inondations qui aggravent l'érosion. Les catastrophes « naturelles » liées au climat causent en moyenne de 60 000 mort-es par an, essentiellement dans les pays pauvres et les femmes connaissent un taux de surmortalité cinq fois supérieur à celui des hommes.

Dans les pays riches, les femmes, particulièrement les cheffes de famille monoparentales, les migrantes et réfugiées, les femmes âgées seules sont plus nombreuses à souffrir de précarité énergétique, de logements insalubres, d'isolement en milieu rural faute de transports adaptés, d'insécurité liée à l'urbanisme. Les fillettes sont spécifiquement impactées par les perturbateurs endocriniens (puberté précoce) et les femmes par les cancers du sein liés à des facteurs environnementaux, tandis que les femmes enceintes sont vectrices de contaminants chimiques dus à la pollution à l'intérieur des appartements, aux cosmétiques et aux aliments. Beaucoup reste à faire pour former le personnel soignant à une nouvelle approche éco-systémique de la santé.

Les plans nationaux d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, articulés aux stratégies pour la biodiversité, la lutte contre la désertification, l'agro-écologie, la ville durable, etc. devraient donc prendre en compte de façon transversale à la fois une approche de genre et une approche de santé environnementale au sens large du terme. Par ailleurs, la transition écologique et énergétique peut offrir de nombreuses opportunités dans le domaine des emplois verts, des nouvelles formations pour intégrer le climat dans d'anciens métiers, mais aussi en termes de participation à la gouvernance locale, à la définition des budgets, de développement de l'économie solidaire, de l'agriculture biologique – domaines où partout dans le monde les femmes et leurs associations prennent de nombreuses initiatives. •



Yveline Nicolas travaille et milite depuis vingt-cinq ans dans des ONG et réseaux sur la solidarité internationale, le développement durable, les droits humains et l'égalité femmes-hommes. Elle est actuellement coordinatrice de l'association Adéquations.

33

Laurence Rossignol

droitsdesfemmes.gouv.fr

Promouvoir l'égalité femme-homme et défendre un projet viable, durable et inclusif

L'égalité femmes-hommes a été érigée en priorité par la France lors des négociations sur les Objectifs du Développement Durable (agenda 2030) et la Conférence de Paris pour le Climat (COP 21). La société civile française, largement mobilisée durant les négociations, a contribué à cette dynamique.

Il faut poursuivre et amplifier ce mouvement pour la COP 22 de Marrakech en associant et en mobilisant les femmes. Concrètement, cela passe par trois leviers : la participation, l'intégration, l'accès au financement.

Il faut d'abord promouvoir leur participation dans les négociations et les espaces de décision du développement durable. Les États-parties à la Convention doivent montrer l'exemple en poursuivant des objectifs de parité ou de quotas de femmes dans leurs délégations.

Il faut ensuite développer des stratégies d'adaptation sensibles à l'égalité femmes-hommes. Les deux-tiers de la population mondiale vivant sous le seuil de pauvreté sont des femmes. Le changement climatique a un impact différencié entre les hommes et les femmes, principalement pour des raisons de normes sociales inégalitaires. Ces stratégies doivent per-

mettre un meilleur accès des femmes au foncier, au crédit, à l'entrepreneuriat féminin.

Enfin, il faut garantir le financement des projets contribuant directement à l'autonomisation des femmes. En 2013, 29 % de l'aide bilatérale pour le climat intégrait l'égalité femmes-hommes soit 6,9 milliards de dollars (OCDE). Davantage d'efforts sont nécessaires pour pleinement associer les femmes à la transition écologique et à l'économie verte. Les mécanismes de financements doivent mesurer et fixer des objectifs sur le nombre de projets financés qui sont portés par les associations de femmes, à destination des femmes, ou promouvant l'égalité femmes-hommes.

Pour assurer la pérennité de cet agenda dans la convention cadre des Nations Unies sur le climat, la France souhaite relancer le programme de travail de Lima sur le genre, en vue de la COP22.

Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, ce n'est pas seulement défendre un principe éthique et politique, c'est aussi défendre un projet de société viable, durable et inclusif. •



Laurence Rossignol est Sénatrice et ancienne Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes.

34

Michèle Sabban

@Michele_SABBAN

Femmes, santé, climat: l'engagement du R20

À l'approche de la vingt-deuxième Conférence des Parties qui se déroulera à Marrakech, et suite à la signature historique de l'Accord de Paris en décembre dernier, le dérèglement climatique est au cœur des préoccupations internationales. L'urgence et la singularité de

la situation nous poussent à soulever l'importance du rôle de chacun dans la lutte contre le changement climatique.

Les dérèglements climatiques posent un problème de développement humain, augmentant la vulnérabilité de certaines catégories de population et renforçant souvent des →

34 Michèle Sabban (suite)

@Michele_SABBAN

→ inégalités sociales, inégalités économiques et inégalités de droit entre hommes et femmes.

Aujourd'hui, il faut rappeler que les femmes constituent 70 % de la population pauvre au plan mondial, elles sont et seront donc les premières touchées.

Or, leur rôle prépondérant et leurs compétences sont des atouts précieux pour sortir de la crise climatique. Conscientes du danger, les femmes s'imposent aujourd'hui à des postes clefs, assument de hautes responsabilités politiques, économiques et financières et mettent tout en œuvre pour faire bouger les lignes. Si les femmes sont les premières victimes des désordres du climat, elles sont également les premières actrices de la lutte contre ces désordres !

En co-organisant à Skhirat (Maroc) en mai 2015, le « *Women's Tribune : Femmes et Climat* », je me suis rendu compte que pour beaucoup d'entre elles, notamment dans les pays en voie de développement souvent très impactés par le réchauffement climatique, le défi environnemental est aussi celui de la reconstruction de soi. Ces femmes, absorbées par la gestion des urgences du quotidien, sont au cœur des innovations dans l'organisation de la famille et l'émergence

de nouvelles pratiques de production. Il est important que la transformation de la société, qu'implique la prise en compte urgente du changement climatique, leur ouvre de nouveaux espaces et de nouveaux champs d'opportunité.

Les actions menées par les femmes sont nombreuses et doivent être encouragées, nous devons concevoir et mettre en œuvre des politiques relatives au climat favorisant l'égalité des sexes.

L'Accord de Paris mentionne d'ailleurs en son préambule la nécessaire prise en compte de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Le R20, que je préside depuis plusieurs années, a décidé d'apporter sa contribution en ce sens, en créant un « *Fond pour les femmes dans l'économie verte* » qui permettra de financer la réalisation de projets portés par des femmes ou en faveur de celles-ci.

Nous pensons que la lutte contre le changement climatique, perçu sous le prisme du genre, est l'opportunité de mettre en avant la solidarité dans l'action entre les femmes riches et les femmes pauvres. •



Michèle Sabban est Présidente du R20 - Regions of Climate Action - organisation non gouvernementale fondée en 2010 avec le soutien de l'ONU œuvrant pour la création d'une économie verte avec une action au niveau des régions.

35

Muriel de Saint Sauveur

@MdeSaintSauveur

Écoutons les femmes, elles ont beaucoup à dire

La COP 21 l'a démontré, les liens entre les changements climatiques et la santé sont indéniables. Les études disponibles le confirment, les femmes sont plus vulnérables et plus durement touchées par les dérèglements du climat. Or, le fait de les écouter est très récent, et le fait de les accepter comme actrices du développement durable l'est encore plus.

Et pourtant. Ce sont elles qui trouvent des idées simples et efficaces pour irriguer leurs champs. Ce sont elles qui possèdent un savoir ancestral dont notre environnement

aurait tant besoin aujourd'hui car ce sont elles le plus souvent qui sont chargées, entre autres, de la récolte de l'eau et de la cuisson des aliments. Ce sont elles qui créent leur petit commerce pour nourrir la famille et qui, lorsqu'elles sont éduquées, limitent leur nombre d'enfants afin d'en assurer l'éducation.

Alors pourquoi ne pas les écouter ? Et si l'on cessait de considérer les femmes comme des victimes, mais qu'on les regardait comme actrices en les invitant dans les →

35 Muriel de Saint Sauveur (suite)

→ discussions, en allant les voir dans les villages, les voir et les écouter surtout.

Les grandes entreprises ont récemment découvert qu'il s'avérait utile d'écouter les idées de leur personnel. Pourquoi les villes et les villages n'en feraient-ils pas autant en écoutant leur population, femmes comprises ? Voilà une révolution qui serait plus grande que celle du changement climatique, voilà un progrès démocratique qui modifierait la donne. Et si on donnait confiance aux femmes en les écoutant, on ose y croire. Certaines femmes lors de la COP 21 de Paris ont déjà commencé. Continuons avec elles.

C'est en découvrant à travers mes nombreux voyages les hésitations des femmes à partager leurs idées, alors que très souvent elles sont très utiles pour améliorer le monde, que j'ai décidé de créer ma société en formation au leadership.

Et ce mot, si banalement utilisé aujourd'hui, signifie pour moi simplement accompagner les femmes à faire entendre leurs voix sans hésiter.

Donner confiance à une femme afin qu'elle se donne le droit de partager ses idées, et entraîner les personnalités à les écouter, voilà la révolution.

Le dérèglement climatique oblige le monde à repenser son organisation, à reconsidérer les responsabilités entre les grands et les petits pays, à rééquilibrer les droits des hommes et des femmes, à éduquer les femmes tout comme les hommes. C'est donc une problématique qui nous apporterait un bénéfice secondaire, comme le disent les psychanalystes, mais repensons ce nouveau monde ensemble, femmes et hommes, au même niveau. •



Muriel de Saint Sauveur est Présidente de Women Masterclass, société de conseil en leadership au féminin. Auteure et spécialiste des questions d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, cette ancienne directrice de la communication et de la diversité met désormais son expertise au service de la carrière des femmes dans de nombreux pays.

36

Florence Sandis

www.brisezeleplafonddeverre.com

La réalisation personnelle, moteur de l'écologie ?

Le désir de réalisation personnelle est de plus en plus fort chez les femmes. A-t-il une incidence sur l'écologie ? En prenant du recul, on constate que la recherche de l'épanouissement a oscillé entre deux grandes voies au cours de l'Histoire : soit la contemplation (la recherche de la sagesse et le repos étant considérés comme source de plénitude de l'Antiquité jusqu'au XVIII^e siècle), soit l'action.

Le terme de *réalisation personnelle*, quand il est apparu au début du XIX^e siècle, était très fortement lié à l'action, issue d'un puissant désir de promotion sociale, incarné par l'ambitieux Julien Sorel dans « *Le rouge et le Noir* ». Au cours des deux derniers siècles, l'action est en fait devenue une valeur prépondérante avec de grands héros comme Napoléon, Livingstone, Mermoz, et plus proches de nous – et en vrac – Steve Jobs, Bernard Tapie ou Beyonce. Avec

les dérives que l'on connaît aujourd'hui : hyperactivité ; logique du succès à tout prix ; obsession de la grandeur. Ces dernières sont les pièges qui nous guettent sur le chemin de notre réalisation personnelle.

Alors, comme le préconise Michel Lacroix dans sa *Philosophie de la réalisation personnelle*, sans doute est-il venu le temps de trouver un juste milieu entre vie active et vie contemplative. En redonnant de la place aux valeurs délaissées de lenteur et de tranquillité, en s'inspirant par exemple du bouddhisme et de la méditation ou en prenant juste le temps de profiter de moments simples dans la Nature ou avec sa famille, en privilégiant les émotions calmes, naturelles, plutôt que la quête frénétique d'émotions fortes artificiellement produites, le philosophe assure que nous obtiendrons un résultat bienfaisant non seulement sur le plan individuel mais également sur plan collectif. →

36 Florence Sandis (suite)

→ Individuellement, cela nous rendra moins stressés, plus heureux et en meilleure santé. Collectivement, cela créera plus d'harmonie entre l'activité industrielle et l'environnement, entre la vie économique et la nature, nous permettant de mieux répondre aux grands défis de ce siècle que sont la protection écologique, le développement durable, la santé et le climat. Injectons donc dans nos vies ces notions de tranquillité, d'empathie, d'intériorité, et nous nous donnerons la chance d'inverser le rapport existant aujourd'hui entre l'être et l'avoir, nous nous libérerons peu à peu de la frénésie de consommation à outrance, nous gaspillerons moins, nous serons moins destructeurs des ressources de notre planète.

C'est un processus psychologique certain : moins nous sommes heureux, plus nous consommons, comme si la frustration allait être comblée par l'acquisition de biens matériels. À l'inverse, plus nous sommes heureux et détendus, moins nous avons ce besoin de possession, d'emprise sur la nature. « *Loin d'être antagonistes, l'épanouissement de l'homme et la préservation de la planète sont complémentaires ; la réalisation de soi est la meilleure alliée de l'écologie* » assure Michel Lacroix.

Les femmes, souvent plus enclines à l'introspection, à la réceptivité et au développement personnel, ont un rôle moteur à jouer dans ce réajustement. •



Florence Sandis est journaliste conférencière, fondatrice de son agence de conseil, et auteure du livre *Brisez le plafond de verre : 12 clés pour réussir au féminin* (Éditions Michel Lafon).

37 Patricia Savin

Plaidoyer pour un futur commun

« *Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible* ».

ANTOINE DE SAINT-EXUPÉRY

L'Humanité est aujourd'hui à une Croisée des Chemins où il appartient à chacune et chacun, individuellement et collectivement, de rendre un Avenir possible.

Est-il besoin de rappeler que le réchauffement climatique pose sérieusement la question d'une sixième extinction des espèces ? La liste rouge des espèces menacées d'extinction compte déjà le quart des mammifères, un oiseau sur huit, les tiers des amphibiens, de nombreuses espèces végétales et des écosystèmes entiers. Est-il nécessaire de rappeler que les liens entre santé et climat sont avérés : prolifération de bactéries et virus, apparition de nouvelles maladies... ? Est-il important de relever que le modèle de croissance actuelle a atteint ses limites : épuisement des ressources, appauvrissement des sols, pollution de l'air et de l'eau, multiplication des déchets, dérèglements des cycles naturels... ?

Responsable et parfois coupable, l'humanité est également victime de ses errements. Les déplacés climatiques en sont le

douloureux témoignage avec des familles entières éclatées, loin de chez elles, et sans repères.

La COP21, puis la COP22, ont démontré la mobilisation de la société civile et ont invité toutes les nations à s'interroger sur les liens entre les modes de développements économiques et les diverses crises que traversent nos sociétés : crises écologique, environnementale, politique, identitaire, sanitaire...

Au-delà des constats objectifs et alarmants, des solutions existent et se fondent d'abord sur la responsabilisation et la conscientisation individuelle. Bien que les problématiques soient globales, les solutions peuvent être locales, fondées sur l'intelligence collective afin d'œuvrer au développement de réels écosystèmes territoriaux sobres, efficaces et durables.

De nouveaux vocables et concepts se multiplient : économie circulaire, économie de la fonctionnalité, économie sociale et solidaire, ancrage local... Toutes ces notions partagent la →

37 Patricia Savin (suite)

→ même vision et questionnement sur les modèles économiques d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Nouveaux modes de production, nouveaux modes de consommation, renforcement de la responsabilité sociétale des organisations, respect et protection accrue de la biodiversité : autant de chantiers qui peuvent, et doivent, tous être menés de front. Le développement de nos territoires peut être repensé en termes de coopérations locales et de synergies entre parties prenantes. À cet égard, l'économie circulaire – démarche globale, systémique, multi-acteurs et territoriale – implique de travailler sur tous les flux, secteurs d'activité et types de territoires.

Le Temps est à l'Action, rendue nécessaire et vitale. Individuellement et collectivement, chacune et chacun avons le devoir d'être porteurs d'un message positif et constructif de la Société. Ensemble – unis, forts et convaincus qu'une autre vision économique, humaine et environnementale est possible – nous pourrions accompagner notre société dans son indispensable mutation écologique, énergétique et humaine.

Puissions-nous – chacun à nos niveaux – « faire notre part » pour contribuer aux actions en cours, tendant à promouvoir la responsabilisation individuelle et collective, en vue d'une Responsabilité universelle partagée.

Jamais peut-être dans l'histoire du Monde la notion d'interdépendance et de Communauté de Destin n'aura été aussi évidente. Puisque l'humain est en très grande partie la cause des problèmes, elle doit et peut être la solution, en Conscience, en Humanité et en Responsabilité Universelle. Personne ne pourra jamais changer le monde avant de s'être lancé dans la plus grande des aventures : son aventure intérieure. Alors, tendons, avec Foi, Force, Courage et Détermination, à « être le changement que nous voulons voir dans le monde », pour ceux et celles que nous aimons et pour notre planète.

« *Ce qui nous rassemble doit être plus fort que ce qui nous divise.* » Ce qui nous rassemble d'abord, c'est notre Terre et notre Humanité. •



Présidente de l'association Orée, **Patricia Savin** est avocate associée au sein du Cabinet DS Avocats. Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'honneur et l'Ordre national du Mérite, elle est responsable de la Commission Développement durable de l'Ordre des avocats de Paris et d'AFILOG.

38 Vicky Sommet

www.rfi.fr

Faire confiance aux femmes pour faire avancer l'économie et le développement de leur pays

Les femmes représentent la moitié de la population de la planète mais elles ne bénéficient pas des mêmes facilités que les hommes. Et que dire des pays en voie de développement où elles peinent à exister professionnellement, à intégrer les instances de décision ou tout simplement à avoir accès à l'éducation qui leur permettrait de devenir les acteurs d'une société en devenir. Même constat sur le continent asiatique et, de manière

encore plus prégnante, sur le continent africain où les femmes sont victimes de la paupérisation, du manque de places à l'école, de leur rôle dans la sphère privée qui les empêche d'accéder aux études supérieures. C'est aussi elles qui sont confrontées aux problèmes de santé dus aux mariages forcés, aux viols comme armes de guerre, à des pratiques anciennes, excision ou infibulation, ou sujettes aux accouchements sans hygiène. →

38 Vicky Sommet (suite)

→ Mais des solutions existent, celles qui ont accès à l'enseignement, à la vaccination, au planning familial, sont celles qui s'intègrent le mieux dans le monde moderne. Si les gouvernements sont souvent laxistes en matière d'éducation et de santé, les ONG internationales ou ONU Femmes qui se consacrent à l'égalité des sexes et à l'autonomisation féminine font doucement évoluer les mentalités.

S'il n'y a pas de Bill Gates pour l'éducation, les collectes de fonds des pays du Nord doivent répondre au projet de l'école pour tous, même pour les filles. De même

pour les changements climatiques, l'accès difficile à la nourriture, à l'eau potable, doivent modifier les habitudes de culture pour lutter efficacement contre les terres arides, le surpâturage et la destruction des forêts pour le bois de chauffe.

En plus de l'argent, il faut aussi faire confiance aux femmes qui ont des réponses à leurs maux et convaincre les gouvernements qu'elles peuvent faire avancer l'économie et le développement de leur pays, si seulement on leur donne les moyens de s'exprimer. •



Vicky Sommet est journaliste et associée à Mid & Plus.

39

Myriam Ullens de Schooten

www.mimi-foundation.org

Soutenir la lutte contre le changement climatique

Des étés toujours plus chauds induits par le changement climatique affecteront de plus en plus notre santé. La canicule de 2003 a engendré 70 000 morts en Europe¹. Entre 1990 et 2010, les mélanomes ont augmenté de 45 % chez les hommes et de 19 % chez les femmes². Les aléas du climat touchent également l'agriculture, qui pousse à l'utilisation massive de pesticides se retrouvant dans nos assiettes et affectant notre santé. L'exposition au DDT, certes interdit mais encore très présent dans l'environnement, a quadruplé le risque de cancer du sein³.

L'augmentation du nombre de cancers corrélée au rallongement de l'espérance de vie questionne la façon dont nos sociétés peuvent faire face et soutenir les malades, pas seulement d'un point de vue strictement médical, mais également psychologique.

En effet, la santé est particulièrement mise à mal dans le cadre d'un cancer. Physiquement, psychologiquement, socialement, les effets de la maladie et de ses traitements

peuvent être extrêmement dévastateurs, pour les hommes, mais plus souvent encore pour les femmes.

Partant de ce constat il y a plus de dix ans, la Fondation Mimi Ullens a initié une démarche d'accompagnement aux personnes malades – notamment les femmes – tout au long de leur traitement. Prenant diverses formes (esthétique médicale, massages thérapeutiques, soutien psychologique), l'objectif est d'offrir un temps d'écoute privilégié autour du rapport au corps, des effets de la maladie et des traitements (prise ou perte de poids, perte des cheveux, éruptions cutanées...). L'accompagnement psychologique est →

1. www.lemonde.fr/planete/article/2007/03/23/la-canicule-de-l-ete-2003-a-fait-plus-de-70-000-morts-en-europe-selon-l-inserm_886917_3244.html
2. www.francetvinfo.fr/sante/cancer/rechauffement-climatique-vers-une-hausse-des-cancers-de-la-peau_1202285.html
3. <http://sante.lefigaro.fr/actualite/2015/06/19/23867-risque-cancer-sein-quadruple-par-lexposition-ddt>

39 Myriam Ullens de Schooten (suite)

indispensable face à l'annonce du diagnostic, aux perturbations physiques, à un éventuel sentiment de culpabilité, notamment dans l'amointrissement de son rôle social (difficulté à maintenir son rôle de parent ou de grand-parent). Ces soins permettent à ces femmes de rester connectées à la vie, de se sentir belles à nouveau et plus simplement, de continuer à vivre.

En accompagnant ainsi tant de malades atteints du cancer, la Fondation Mimi Ullens souhaite donc apporter son soutien à la lutte contre le changement climatique, consciente des risques additionnels liés au dérèglement du climat qui pèsent tout particulièrement sur l'avenir de la santé des femmes. •



Myriam Ullens de Schooten est Présidente de la Fondation Mimi Ullens qui vient en aide aux personnes malades du cancer pour leur offrir du réconfort, notamment à ceux ne disposant pas des moyens financiers nécessaires pour combattre la maladie avec sérénité.

40 Catherine Vidal

Pour une recherche transdisciplinaire sur la santé des femmes et le climat

Élargir la réflexion éthique la santé des femmes et le climat

Si les inégalités de santé entre les femmes et les hommes sont bien établies dans les enquêtes épidémiologiques, force est de constater que trop peu des recherches ont pour objet de les étudier dans une perspective globale qui intègre les facteurs socioculturels, économiques et climatiques. Les différences de santé entre les sexes ne sont qu'en partie biologiques. Les représentations sociales liées au genre féminin et masculin influencent l'attitude des médecins et des patients dans la prise en charge et l'accès aux soins. À cela s'ajoutent les conditions économiques et sociales de précarité des femmes qui se répercutent sur leur santé. Il est désormais avéré que les

dérèglements climatiques et environnementaux y contribuent pour une large part (voir les rapports COP 21/22).

Il est impératif que les institutions de recherche médicale et biologique s'emparent de ces questions pour promouvoir des programmes de **recherches transdisciplinaires**, indispensables pour améliorer la situation sanitaire des femmes et des hommes, tant en France et que dans le monde.

Une autre priorité est de mener une **réflexion éthique** face aux inégalités de santé et aux discriminations dont sont particulièrement victimes les femmes. Dans cette perspective, le groupe de travail « Genre et recherche en santé » du Comité d'Éthique de l'INSERM (Institut National pour la Santé et la Recherche Médicale) a entrepris de sensibiliser les médecins, chercheurs, patients et acteurs de la société civile investis dans la santé publique ¹. Le comité mène aussi des actions de →



Catherine Vidal est neurobiologiste, Directrice de recherche honoraire à l'Institut Pasteur et membre du Comité d'éthique de l'Inserm où elle est co-responsable du groupe « Genre et recherche en santé ». Livre récent: *Femmes et santé, encore une affaire d'hommes?* par Muriel Salle et Catherine Vidal, Belin 2017.

1. Voir les rapports sur le site: <http://www.inserm.fr/qu-est-ce-que-l-inserm/l-ethique-a-l-inserm/les-groupes-de-reflexion-thematique-du-comite-d-ethique>.

40 Catherine Vidal (suite)

→ vulgarisation et d'information auprès du grand public grâce à des clips vidéos. Il organise un colloque international intitulé « Sexe et genre dans les recherches en santé : une articulation innovante » le 23 novembre 2017 à Paris.

Les recherches sur la santé des femmes et le climat sont un levier indispensable pour relever le défi d'une médecine plus égalitaire à l'échelle de la planète. •

41

Sylvianne Villaudière

Lancé à Paris pendant la COP21, l'Appel des femmes sur Santé-Climat devrait plus que jamais mobiliser tous les réseaux d'acteurs !

La conférence qui s'est déroulée au Grand Palais pendant Solutions COP21 en décembre 2015 a marqué le lancement de l'Appel des femmes Santé-Climat.

Déjà en 2015, nous avons alerté et souligné que le changement climatique, par ses effets directs et indirects, aggrave les risques sanitaires et les inégalités d'accès aux soins à la surface du globe, avec l'apparition de maladies émergentes et d'épidémies, la désorganisation des systèmes de santé, le développement de crises humanitaires de grande ampleur...

Nous avons rappelé que la santé est à la fois l'un des enjeux les plus importants de l'humanité et l'un de ses biens les plus fragiles. De fait, les femmes sont les premières concernées par la défense de la santé car elles jouent un rôle familial de premier plan en termes de soins ; elles sont également les plus exposées à la précarité dans la majeure partie des pays du monde, ainsi qu'aux conséquences sanitaires, économiques et sociales du changement climatique.

Engagée de longue date sur ces sujets avec l'association « Femmes, Débat et Société », je suis consciente de l'urgence et de l'ampleur de ces défis compte tenu aussi de mes fonctions et expériences dans le domaine du développement durable.

Je sais combien l'intelligence et l'action collectives peuvent contribuer à progresser et permettent de passer à l'échelle

nécessaire. Je veux à cet égard saluer les associations « Femmes et Développement durable », « SupplémentdElles » et « Femmes, Débat et Société » qui ont pris avec moi l'initiative de lancer l'appel Santé-Climat et su rassembler une trentaine de Présidentes de réseaux de femmes signataires dès la COP21 en décembre 2015.

Toutefois, pour être efficace, bien entendu l'action de toutes les parties prenantes des sujets Santé-Climat est nécessaire. La révolution numérique ouvre le champ du possible. Chacun peut et doit s'engager pour agir en faveur d'une meilleure prévention et prise en compte des risques sanitaires liés au changement climatique.

Après la COP21, la COP22 en Afrique a été en 2016 l'occasion de constater combien les réseaux d'acteurs – et en particulier les réseaux de femmes – sont mobilisés. L'égalité femmes-hommes et la santé intégrée à la justice climatique sont des enjeux de plus en plus portés politiquement... La COP23 sera bien certainement encore l'occasion de l'entendre.

L'appel des femmes sur Santé-Climat concerne toute l'humanité, mais au-delà des mots appelle finalement surtout l'action au quotidien de chacune... comme de chacun. •



Femme engagée, **Sylvianne Villaudière** est dirigeante fondatrice du cabinet Alliantis, Déléguée générale du "Collège des Directeurs du Développement durable" (C3D), membre du Comité de pilotage du "Club France Développement durable", membre du Conseil d'administration de Femmes, Débat et Société, coordinatrice de France-Maroc "Entreprises COP 22".



COMMUNIQUER DAVANTAGE

Sensibiliser le public aux risques liés à notre environnement, utiliser les moyens modernes à notre disposition pour partager les expériences, trouver des solutions, éviter la reproduction des drames, c'est à notre portée.

Depuis 2015, nous avons contribué aux conférences et nombreux événements organisés autour de la COP et la condition des femmes et nous continuerons à nous mobiliser, COP après COP, commission après commission car nous sommes convaincues que ce message doit être porté sur la durée.

Nous sommes aussi parfois contraint.e.s par nos agendas, il nous reste pourtant toujours à un moment de la journée ou de la semaine quelques minutes pour nous engager. Nous pouvons le faire via les réseaux sociaux, en soutenant avec un simple clic un projet innovant, une pétition environnementale, l'action positive d'une organisation ou d'un réseau, ou en lisant un chapitre de ce Livre Blanc...

Et c'est à ce moment que nous découvrons des personnes passionnantes, engagées, avec lesquelles nous voudrions refaire le monde, un monde si morose et inquiétant...

Les témoignages des ambassadeurs de l'UNICEF nous émerveillent et nous réveillent : c'est un combat collectif et intergénérationnel.

Nous avons eu cette grande chance de partager et d'échanger avec les contributrices et contributeurs du Livre. Ce sont des personnes inspirées et inspirantes, positives, déterminées à agir, elles ont consacré du temps et de l'énergie à la rédaction de leur témoignage en sachant la valeur que nous voulions lui donner. Ce sont aussi des enfants, des professeurs d'école, des journalistes, des personnes engagées de la société civile et politique qui sont une source d'inspiration pour notre société. Nous les remercions encore.

Ce livre est aussi le miroir de la solidarité des réseaux féminins, des ONG et des liens que nous construisons depuis deux ans afin de rallier le plus grand nombre à notre cause.

C'est une fierté d'être à l'origine de cette fabuleuse aventure et de penser à la suite...

C'est une société meilleure que nous rêvons de laisser pour nos enfants, chaque action est une pierre à cet édifice que nous construisons pour préserver nos acquis et notre environnement.

Et l'engagement de l'UNICEF à nos côtés nous laisse rêver à tous nos enfants qui deviendront des U-Reporters et qui s'engageront à leur tour. •

ILS NOUS SOUTIENNENT ÉGALEMENT

Entreprises, associations, écoles, médias

nous donnons vie à la ville



Icade

lCADE.fr



Axielles

Application web et bientôt mobile qui facilite le networking professionnel, des femmes actives à titre individuel à travers l'espace Women in Business ou entre membres d'une association ou collaborateurs d'une entreprise au sein de l'Espace Corporate.

axielles.com



Stabiplage

Stabiplage.fr



Fondation Mimi Ullens

mimi-foundation.org



DEFHISS, association des juristes et entrepreneurs

defhiss@gmail.com



Réseau féminin breton



Association de femmes dirigeantes Parité Assurance



École Polytechnique d'Assurances

epassurances.fr



Revue politique et parlementaire

revuepolitique.fr



Mediatico

Mediatico.fr



Axylia

axylia.fr



Le Meunier Qui Dort

É-reputation et Personal Branding

lemeunierquidort.com



Éditions Belin

editions-belin.com



Société de Gestion Responsable

www.athymis.fr

L'UNICEF ET U-REPORT

Développé par l'UNICEF à l'échelle mondiale, U-Report est un outil numérique d'expression et de mobilisation sociale pour les jeunes.

U-Report a pour but d'engager les jeunes de France et du monde à s'interroger, débattre et se faire entendre sur les problèmes et les sujets qui les concernent au quotidien.

Disponible gratuitement sur Facebook ou Twitter, U-Report a été créé par l'UNICEF pour porter la voix des jeunes et il existe déjà dans près de 40 pays, fédérant ainsi plus de 4 millions de jeunes dans le monde.

Plus d'infos sur : <http://france.ureport.in/>



unicef 
pour chaque enfant

U Report
FRANCE



Fiji, 2016. Le 29 février 2016. Des enfants jouent dans la bibliothèque d'une école endommagée par le cyclone Winston à Nabau.
© UNICEF/UN011703/Sokhin

Le Livre Blanc est disponible sur : www.climat-sante.org